



Rapport annuel



2 0 0 9



5	■	Message du Directeur Général
6	■	Chiffres clés
9	■	Structure de Lydec à fin 2009
10	■	Faits marquants Une année riche en évènements
12	■	Activités 2009 Investissements et activités sectorielles
14	■	Exploitation Eau Des actions de fond pour maîtriser le réseau et préserver la ressource
16	■	Exploitation Assainissement Des projets d'envergure pour un environnement plus sain
18	■	Exploitation Électricité Des efforts constants pour accompagner l'extension de la ville et maîtriser la sécurité d'alimentation
20	■	Exploitation Éclairage public L'éclairage public, le 4 ^{ème} métier
22	■	Services à la clientèle Des prestations de proximité adaptées aux attentes de la clientèle
24	■	Gestion des ressources humaines Optimiser les compétences et assurer la relève
26	■	Information et communication Une information adaptée pour mieux traduire nos valeurs
27	■	Démarche Qualité Système de Management
28	■	Système d'information Un système d'information ouvert et évolutif
30	■	Développement durable Un engagement permanent dans le développement durable
32	■	Perspectives et enjeux Un programme d'investissement ambitieux
34	■	Rapport financier





Engagés à faire face aux nouveaux enjeux

2009 a été pour Lydec une année importante à plusieurs égards.

Le processus de révision du contrat de gestion déléguée, entamé en 2006 avec l'Autorité de Tutelle et l'Autorité Déléguée, est arrivé à son terme. Il a permis à l'ensemble des partenaires du contrat de dresser un bilan de 12 années de gestion déléguée et de procéder aux ajustements nécessaires pour tenir compte des nouveaux enjeux de développement de la Région du Grand Casablanca.

En effet, l'agglomération continue de se développer, ce qui génère des besoins en infrastructure sans cesse croissants. Nous devons donc faire le meilleur usage des moyens dont nous disposons pour apporter les réponses les plus justes et les plus efficaces à ces besoins. A cet effet, nous avons défini avec nos partenaires, dans le cadre de la nouvelle gouvernance de la gestion déléguée, les priorités en matière d'investissements avec une attention particulière à la réalisation des infrastructures de collecte des eaux usées nécessaires à la protection du littoral et des grands projets décidés par les Autorités, comme le Projet de Tramway de Casablanca.

Nous avons en parallèle poursuivi notre engagement auprès des populations défavorisées pour leur donner l'accès aux services dans le cadre du projet INDH-Inmae.

Enfin, la satisfaction des clients demeure au centre de nos préoccupations et Lydec reste à la pointe en mettant à la disposition des habitants des technologies modernes et innovantes visant la constante amélioration de la qualité de service délivrée.

Ces initiatives et ces projets sont la traduction concrète de l'engagement de Lydec dans les actions qui répondent aux enjeux de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable.

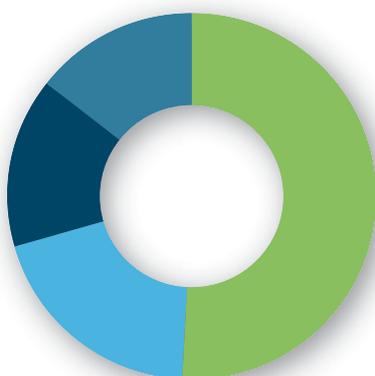
Une grande concertation menée en 2009 avec l'ensemble de nos collaborateurs nous a permis de définir les orientations qui ont structuré notre nouveau projet d'entreprise. Nous contribuerons aussi aux challenges de Casablanca et aux aspirations des habitants à vivre dans une ville qui maîtrise ses ressources. Une ville économiquement attractive et solidaire.

Engagés et mobilisés pour assurer nos missions de services publics, nos collaborateurs agissent chaque jour avec passion et détermination pour être à la hauteur de la confiance placée en eux par nos clients et nos partenaires.

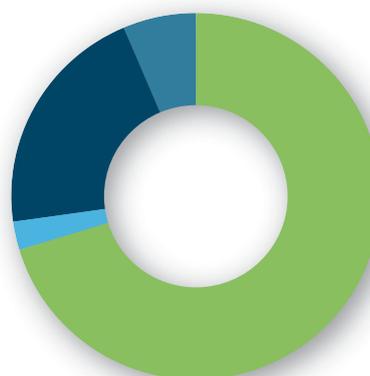
Jean-Pierre ERMENAULT
Directeur Général



Chiffres clés 2009



- 51% SUEZ ENVIRONNEMENT
- 19,75% Fipar Holding (CDG)
- 15% RMA Watanya
- 14,25% Flottant



- 70,54% Électricité
- 2,32% Éclairage Public
- 20,89% Eau
- 6,25% Assainissement

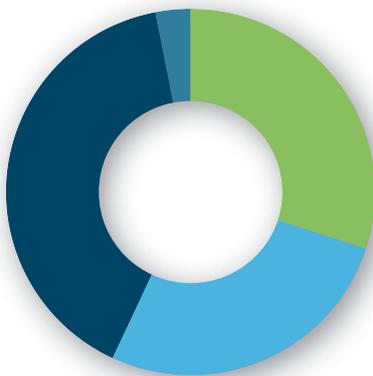
Actionnariat

Actionnaire	Montant en MDh	%
SUEZ ENVIRONNEMENT	408	51
Fipar Holding (CDG)	158	19,75
RMA Watanya	120	15
Flottant	114	14,25
Total	800	100

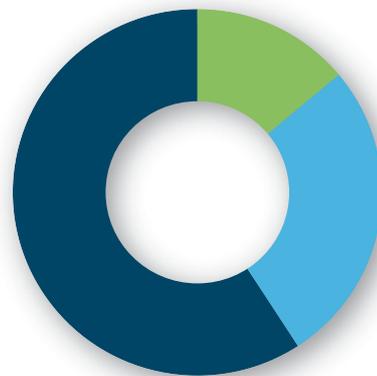
Ventes de fluides

Métier	Volume* GWh - Mm ³	Valeur* MDh
Électricité	3 377	3 429
Éclairage Public	110	113
Eau	131	1 015
Assainissement	124	304
Total		4 861

* y compris gratuités et autoconsommations



- 30% Électricité & Éclairage Public
- 27% Eau
- 40% Assainissement
- 3% Communs



- 14% Cadres
- 27% Maîtrise
- 59% Exécution

Investissements en MDh

Métier	Montant	%
Électricité & Éclairage Public	272	30
Eau	239	27
Assainissement	362	40
Communs	27	3
Total	900	100
Dont financement de Lydec	449	50

Répartition des effectifs au 31/12/09

Catégorie	Nombre	%
Cadre	484	14
Maîtrise	911	27
Exécution	2 005	59
Total	3 400	100



Comité de Direction Générale au 1^{er} juillet 2010

- 1 Hamid EL MISBAHI
- 2 Iqbal TOUMI
- 3 Pierre-Yves BOULET
- 4 Abdeljaouad BENHADDOU
- 5 Bouchra GHIATI
- 6 Abdelali HAITAMI
- 7 Jean-Pierre ERMENAUULT
- 8 Jean-Michel GAUCHET
- 9 Laure GIRODET
- 10 Jean-Pierre HANGOUE
- 11 Christophe CLUZEAU
- 12 Gérard FAURE



Objet du contrat Un partenariat à valeur ajoutée

Après la signature du contrat de gestion déléguée, Lydec a pris en charge le 1^{er} août 1997 la distribution d'électricité, d'eau et le service d'assainissement liquide du Grand Casablanca pour une durée de 30 ans.

En adoptant le système de gestion déléguée, la collectivité, tout en attribuant au secteur privé la charge des investissements et la gestion des services, assure le contrôle permanent des services délégués, conserve son patrimoine et la responsabilité de fixer la nature et l'importance des objectifs à atteindre.

Depuis douze ans, l'expertise et le savoir-faire de ses partenaires actionnaires conjugués au travail et au dévouement de l'ensemble de son personnel, ont permis à Lydec de relever un défi majeur : celui de la mise à niveau et du développement de services essentiels au confort des habitants et à l'activité des entreprises.

En 2006, a été engagée la révision des conditions techniques et économiques du contrat. Un protocole d'accord entre l'Autorité Déléguante, l'Autorité de Tutelle et Lydec a été signé le 14 mars 2008. Depuis, les parties prenantes ont formalisé les termes d'un avenant qui a été approuvé le 31 octobre 2008 par le Conseil de la Ville de Casablanca, le 15 janvier 2009 par le Conseil de la Ville d'Aïn Harrouda et le 5 mars 2009 par le Conseil de Mohammedia.

Le 11 mai 2009, Lydec a signé avec les trois Communes Urbaines de Casablanca, d'Aïn Harrouda et de Mohammedia, l'avenant au contrat de gestion déléguée. Un nouveau cap qui concrétise et finalise la première révision du contrat dans le cadre d'un accord qui satisfait toutes les parties prenantes.

Conseil d'Administration

Président

Dominique MANGIN D'OUINCE
SUEZ ENVIRONNEMENT

Vice-Président

Amine BENHALIMA
Fipar Holding

Vice-Président

Azeddine GUESSOUS
RMA Watanya

Membres

Rachid LAAZIRI
Fipar Holding

Zouheir BENSALD
RMA Watanya

Stéphane CORDIER
SUEZ ENVIRONNEMENT

Bernard GUIRKINGER
SUEZ ENVIRONNEMENT

Denys NEYMON
SUEZ ENVIRONNEMENT

Fabrice ROSSIGNOL
SUEZ ENVIRONNEMENT

Thierry MALLET
Degrémont

Comité de Direction Générale

Jean-Pierre ERMENAULT
Directeur Général

Abdelali HAITAMI
Directeur Général Adjoint

Abdeljaouad BENHADDOU
Directeur des Systèmes d'Information
& Développement Clientèle

Pierre-Yves BOULET
Directeur Administratif & Financier

Christophe CLUZEAU
Directeur de la Gestion du Contrat
& du projet INDH-Inmae

Hamid EL MISBAHI
Chargé de mission auprès
du Directeur de la Gestion du Contrat

Gérard FAURE
Directeur Exploitation Électricité

Jean-Michel GAUCHET
Directeur des Opérations

Bouchra GHIATI
Directeur de la Communication
& du Développement Durable

Laure GIRODET
Directeur de Fontions Supports

Jean-Pierre HANGOUET
Directeur Technique

Iqbal TOUMI
Directeur des Ressources Humaines

Comité Exécutif

Président

Dominique MANGIN D'OUINCE
SUEZ ENVIRONNEMENT

Membres

Amine BENHALIMA
Fipar Holding

Jean-Pierre ERMENAULT
Lydec

Azeddine GUESSOUS
RMA Watanya



Une année riche en événements

Janvier

- Signature d'une convention avec le Centre Monétique Interbancaire (CMI) permettant le règlement des factures d'eau et d'électricité au sein des agences Lydec par Terminal de Paiement Electronique (TPE).
- Maintien de la certification accordée à Lydec suite à un audit pour le renouvellement de la certification ISO 9001 V 2000 mené conjointement par le SNIMA (Ministère du Commerce et de l'Industrie) et AFAQ AFNOR International.

Février

- Lancement d'un service de paiement des factures dans les guichets automatiques de la Banque Populaire. Accessible 24h/24 et gratuit, ce service permet aux clients bancarisés à la Banque Populaire de régler leurs factures dans tous les guichets automatiques bancaires du réseau national de la banque.

Mars

- Organisation de l'exposition " Apprivoiser l'eau " à l'occasion de la journée mondiale de l'eau. A travers cet événement artistique et pédagogique, notre entreprise signe sous une nouvelle forme son engagement en matière de protection de l'eau, une ressource vitale à préserver. Plus de 3 500 élèves ont pris connaissance de l'exposition dans le cadre de visites encadrées.

Mai

- Signature le 11 mai par Lydec de l'avenant au contrat de gestion déléguée avec les trois communes urbaines : Casablanca,

Aïn Harrouda et Mohammedia ; cet avenant concrétise et finalise la première révision du contrat dans le cadre d'un accord qui satisfait toutes les parties prenantes.

- Lancement des travaux de déplacement des réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement et d'éclairage public pour préparer le passage de la première ligne de tramway. La première tranche a concerné le Bd Oqba à Sidi Moumen.

Juin

- Organisation d'une exposition sur le thème " Pour un Développement Durable " à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement. A travers cette initiative, l'entreprise souligne son engagement en matière de développement durable. L'exposition a reçu la visite de 900 élèves des différents quartiers de Casablanca.
- Organisation d'une rencontre de l'encadrement le 25 juin 2009 qui a réuni 850 collaborateurs de Lydec pour découvrir la Vision 2015, les valeurs et les grands enjeux de l'entreprise. Les managers ont dans une seconde étape démultiplié l'évènement sous forme de rencontres internes animées par les responsables locaux. Tous les agents de maîtrise et d'exécution, soit 2 500 collaborateurs, y ont participé.

Juillet

- Parrainage de la plage Lalla Meryem à Casablanca pour la 7^{ème} année consécutive en partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'environnement et l'arrondissement d'Anfa. Durant la période estivale, Lydec y a organisé des opérations



d'animation avec un objectif de sensibilisation des estivants, notamment les enfants, à la Préservation de l'environnement et des ressources.

Août

- Participation des Directions Préfectorales à la Journée nationale du Migrant. Des espaces d'accueil ont été animés par les équipes de Lydec dans les préfectures.

Septembre

- Signature d'un protocole d'accord avec la Direction Générale des Impôts qui solde le contrôle fiscal dont Lydec a fait l'objet pour les exercices 2001 à 2005.
- Mise en application de la tarification incitative -20/-20 initiée par le Ministère de l'Energie, des Mines de l'Eau et de l'Environnement qui prévoit d'attribuer un bonus (20% de la consommation mensuelle économisée) à tout client (usage domestique, éclairage privé et patentés) ayant réduit sa consommation mensuelle d'au moins 20% par rapport au même mois de l'année précédente.

Novembre

- Réunion du Comité de Suivi de la gestion déléguée (composé de l'Autorité Délégante représentée par 9 élus, du Ministère de l'Intérieur en tant qu'Autorité de Tutelle et de Lydec). Les grands projets d'investissement y ont été présentés. Le Comité de Suivi a adopté des mesures tarifaires pour répercuter la hausse du prix de vente de

l'électricité par l'ONE appliquée le 1^{er} mars 2009 à tous les distributeurs au niveau national (régies publiques et délégataires), et pour prendre en compte les évolutions au 1^{er} juin 2009 du coefficient de révision des prix défini par le contrat.

- Remise à Lydec d'une distinction lors de la cérémonie de remise des trophées Lalla Hasnaa "Plages Propres 2009" pour ses efforts en tant que partenaire officiel de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'environnement et pour toutes ses actions entreprises dans le cadre du programme "Plages Propres".

Décembre

- Remise du Trophée de l'Innovation de SUEZ ENVIRONNEMENT à l'équipe de Lydec qui a conçu une mini-cureuse turbo (MCT) pour permettre aux équipes d'intervenir dans les ruelles les plus étroites.
- Participation de Lydec au salon CITEXPO qui a eu lieu à Marrakech en marge du 5^{ème} sommet Africités. L'évènement, qui a lieu tous les trois ans, est une occasion de rencontres et d'échanges entre les entreprises prestataires de services et les responsables des collectivités locales en Afrique.
- Candidature de Lydec au Prix National de la Sécurité organisé par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies. L'engagement, les actions et les résultats de Lydec ont été reconnus à l'issue de l'audit du ministère. Lydec a obtenu le Prix d'encouragement dans la catégorie des Grands Organismes Publics.

Activité 2009

Investissements & activités sectorielles





Des investissements soutenus pour accompagner une agglomération en forte extension

Pour anticiper et soutenir le développement de la Région du Grand Casablanca, Lydec a investi 8,6 milliards de dirhams entre août 1997 et décembre 2009, dont 4,9 milliards de dirhams financés par l'entreprise.

En 2009, l'assainissement liquide a représenté plus de 33% du total des montants investis. Érigée en priorité, cette activité vise l'amélioration du taux de desserte (extension et renforcement du réseau), la diminution des risques de débordements lors de fortes précipitations ainsi que la poursuite des actions de dépollution.

Les investissements dans l'eau potable ont représenté 23% du total des montants investis. Ils visent à renforcer les moyens de contrôle de la qualité de l'eau, à améliorer le taux de desserte et à poursuivre les efforts en matière d'économie de la ressource qui constitue un enjeu national.

L'activité électricité a constitué plus de 33% des investissements globaux réalisés. Ces investissements ont permis de répondre à l'accroissement de la demande de consommation, de renouveler des infrastructures pour mieux sécuriser la distribution et de déployer des actions visant une économie substantielle d'énergie.

La part des investissements dédiée aux moyens communs s'est établie à 10% avec pour objectif de renforcer la qualité du service rendu au client (aménagement et équipement des agences), d'optimiser les conditions de travail (remise à niveau des locaux) et de doter l'entreprise de moyens techniques et informatiques nécessaires.

Investissements 2009

en MDh TTC (hors TVA Déléataire)

Métier	Montant 2009	%
Électricité	272	30
Eau	239	27
Assainissement	362	40
Communs	27	3
Total	900	100
Dont financement de Lydec	449	50

Investissements cumulés 1997-2009

en MDh TTC (hors TVA Déléataire)

Métier	Montant cumulé 1997-2009	%
Électricité	2 868	33,3
Eau	1 986	23
Assainissement	2 882	33,4
Communs	889	10,3
Total	8 625	100
Dont financement de Lydec	4 855	56



Des actions de fond pour maîtriser le réseau et préserver la ressource

Inscrivant ses actions dans le cadre de l'effort national pour la préservation de l'environnement, Lydec poursuit le déploiement de nouvelles techniques pour économiser la ressource tout en veillant à garantir une eau de bonne qualité au client.

Investissements 2009

239 MDh investis dont **125** par Lydec, **48,2** sur fonds de travaux et **65,8** sur financement des tiers.

Chiffres clés 2009

81 840 compteurs posés et changés ;
7 934 branchements exécutés dont **55** gros calibres ;
40,7 km de canalisations posées en extension et **137 km** dans des lotissements et travaux INDH ;
57,2 km de canalisations réhabilitées et renforcées ;
31 225 fuites réparées sur le réseau (feeders, canalisations et branchements).

Renforcement de la qualité de l'eau

En tant que distributeur, Lydec a la mission de garantir la livraison d'une eau potable de qualité à l'ensemble de ses clients. A cet effet, l'entreprise surveille à partir du Bureau Central de Conduite, 24h/24 et 7j/7, la conformité de l'eau à l'arrivée aux réservoirs et à sa sortie. Les paramètres surveillés sont notamment la turbidité, le chlore et la température.

Le contrôle s'effectue également sur le terrain au quotidien et ceci sur toute la chaîne de distribution. A travers 178 points de prélèvement répartis sur l'ensemble de la Wilaya du Grand Casablanca, le laboratoire d'eau potable de Lydec a réalisé en 2009 près de 83 000 analyses de différents types suivant les normes marocaines NM 03-7-002 (qui définit les conditions de contrôle et les fréquences d'échantillonnage) et NM 03-7-001 (qui définit les paramètres de qualité à contrôler). Le taux de conformité a été de 99,99 % en 2009 pour la bactériologie, et de 99,67% pour les paramètres physico-chimiques.

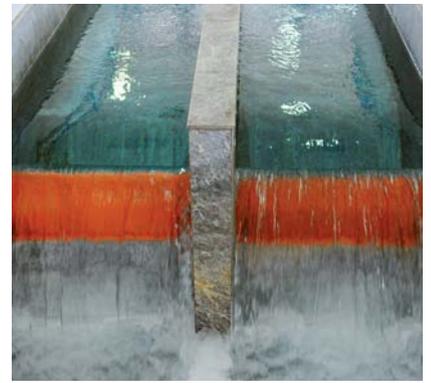
En 2009, l'entreprise a mené des travaux sur plusieurs de ses sites pour :

- construire et équiper les postes de rechloration des sites de Bouskoura côte 140, Aïn Tekki côte 85 et Bouskoura côte 85 et remplacer le chlore par de l'eau de javel ;
- sécuriser complètement les sites Médiouna côte 140, Ouled Haddou côte 160, Bouskoura côte 140, Tit Mellil côte 140, Bouskoura côte 85, Kilomètre 8 côte 96, stations Ben Yakhlef, Aïn-Dissa et Cascades.

Lydec est par ailleurs partie prenante dans la réflexion menée par le Ministère de la Santé pour renforcer les normes de qualité appliquées à l'eau potable.

L'infrastructure de l'eau potable se compose de :

30 réservoirs et châteaux d'eau totalisant **625 530 m³** de stockage ;
19 stations de pompage ;
65 pompes ;
4 241 km de réseau.



Projets phares

1997 > 2009

Alimentation en eau potable de la nouvelle centrale thermique ONE à Mohammedia par une conduite Ø 300 sur 3 km ;

Extension de réseau d'eau potable en Ø 400 à Sidi Maârouf sur 2,5 km ;

Raccordement de Madinat Errahma en Ø 315 et Ø 400 sur 3 km ;

Sécurité en approvisionnement d'eau potable de la zone Ain Sebaâ et Sidi Bernoussi ;

Réalisation d'un réservoir de 2 000 m³ à Ben Yakhlef (6 millions de dirhams) ;

Réhabilitation des réseaux d'eau potable dans les zones concernées par les eaux rouges (73 millions de dirhams) ;

Renforcement de l'alimentation en eau potable à Nouaceur (construction d'un réservoir de 10 000 m³ et pose de 12 km de conduites Ø 400/600 - coût 30 millions de dirhams cofinancé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et Lydec) ;

Renforcement du réseau d'eau potable vers le secteur Anassi (Ø 600 sur 4 km - 13 millions de dirhams) ;

Sécurisation de l'alimentation en eau potable avec renforcement de la liaison entre les réservoirs Ouled Haddou 160 et Médiouna 140 (Ø 600 sur 3,2 km / Ø 300 sur 2 km - 12 millions de dirhams) ;

Renforcement du réseau d'eau potable de Lafarge et raccordement des douars avoisinants (14,5 km de conduites Ø 300 à 12 millions de dirhams) ;

Construction d'un réservoir d'eau potable à Ouled Saleh d'une capacité de 5 000 m³ pour le renforcement et la sécurisation de l'AEP de la zone Bouskoura Ouled Saleh, pour un montant de 10 millions de dirhams ;

Génie civil et équipement de la station de surpression Salam Ahl Loughlam.

Amélioration du réseau de distribution

Lydec poursuit son programme d'investissement pour accompagner l'agglomération dans son développement tout en veillant à protéger la ressource.

Dans ce cadre, après avoir mis en œuvre la régulation de pression sur le centre de Casablanca (étage 85), l'entreprise poursuit le déploiement de cette technologie sur les quartiers hauts de la ville (étage 140). En 2009, elle a créé 11 nouveaux postes de modulation qui vont lui permettre d'éviter des pressions trop élevées sur ces réseaux.

Stratégie de recherche de fuites

Avec plus de 4 200 kilomètres de réseau d'eau potable, Lydec s'investit fortement pour économiser la ressource. L'entreprise a poursuivi en 2009 ses actions, particulièrement la nuit, pour mieux "écouter" les réseaux de desserte. En effet, les réseaux ont subi en 2009 les conséquences des intempéries (déstabilisation des sols). Plus de 1 300 fuites ont ainsi été détectées sur le réseau et réparées. Et près de 30 000 fuites sur les branchements et compteurs des clients ont été identifiées et traitées.

Par ailleurs, Lydec a déployé en 2009 une nouvelle stratégie de recherche de fuites. Appelée "Step Test" ou sectorisation nocturne, elle consiste à découper le réseau en petits secteurs, ce qui permet de mieux cibler les zones les plus fuyardes à travers la surveillance des débits de nuit. Testée dans un premier temps à Ain Sebaâ, à Sidi Bernoussi et dans l'Ancienne Médina, la méthode sera généralisée à tout le réseau du périmètre de Lydec sur les prochaines années.

“Le taux de conformité a été de **99,99%** en 2009 pour la bactériologie.”



Des projets d'envergure pour un environnement plus sain

Considéré comme une priorité, l'assainissement liquide occupe une place prépondérante dans les investissements et les actions de Lydec sur le terrain. A travers eux, l'entreprise vise à optimiser le fonctionnement des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales, lutter contre les débordements et préserver l'environnement urbain ainsi que le littoral.

Investissements 2009

359,6 MDh investis dont **171,6** par Lydec, **96,4** sur fonds de travaux et **91,6** sur financement des tiers.

Chiffres clés 2009

349 km de réseau secondaire et tertiaire curés ;
9,25 km de grands collecteurs nettoyés ;
3 236 m³ de sédiments extraits des canalisations ;
203,8 km de canalisations posées par les tiers en lotissements ;
11,1 km de canalisations renouvelées et renforcées, et **65,1 km** de canalisations posées en extension ;
5 459 branchements grand public (dont **4 931** dans le cadre du projet INDH-Inmae).

Les principaux chantiers réalisés ou engagés

En 2009, Lydec a orienté sa réflexion et réalisé les études nécessaires pour lancer des projets importants en matière de dépollution. Que ce soit pour le littoral ou pour les terres intérieures, l'entreprise a imaginé des solutions adaptées pour gérer les eaux usées et protéger l'environnement.

En parallèle, une attention particulière a été accordée à la résorption des points à risque qui sont à l'origine de débordements lors de fortes précipitations. Les investissements réalisés ainsi que les actions de maintenance préventive ont permis de réduire ce nombre de points. Toutefois, l'entreprise reste attentive aux nouveaux cas qui pourraient apparaître.

Les actions ont porté sur :

- le lancement d'un appel d'offres pour la réalisation de la station d'épuration de Médiouna dont les travaux démarreront en 2010 pour une mise en service prévue à fin 2011. Ce projet dimensionné pour une population de 40 000 habitants, sera doté des dernières technologies membranaires permettant de traiter les eaux usées pour une ré-utilisation en irrigation ;
- l'étude du projet des intercepteurs de la côte Est de Casablanca et de l'émissaire marin de Sidi Bernoussi. Les ouvrages projetés visent à intercepter les rejets d'eaux usées sur le littoral qui s'étend du port de Casablanca jusqu'à Mohammedia ;

- le lancement des travaux de construction d'un bassin d'orage enterré (11 000 m³) au quartier Diwane à Aïn Chock. Son rôle est de suppléer à la sous capacité du collecteur d'assainissement pluvial lors de fortes pluies. Ses dimensions importantes (200 m de long, 20 m de large et 4,5 m de hauteur) le classent en tête des ouvrages enterrés du même type sur le territoire de la gestion déléguée. Ses concepteurs ont veillé à l'intégrer parfaitement au paysage urbain et ont prévu de le recouvrir d'un espace vert de proximité ouvert aux riverains ;
- la construction de deux stations de pompage pour assurer l'évacuation des eaux usées du lotissement Madinat Errahma ;
- l'accompagnement dans la conception et la réalisation de la nouvelle station de pompage de Sidi Mohamed Ben Abdellah dans le cadre du projet Marina.

L'infrastructure de l'assainissement se compose de :

57 stations d'eaux usées dont **2** stations de pré-traitement ;
133 pompes ;
3 748 km de collecteurs.



Maintenance et amélioration de la collecte des eaux usées

Parallèlement aux investissements, Lydec mène chaque année de multiples actions préventives pour faciliter l'écoulement dans les ouvrages des eaux pluviales, maîtriser les débordements sur la voirie et renforcer la capacité de transfert du système d'assainissement.

En 2009, ces actions ont porté sur :

- le curage hydraulique de 349 kilomètres de collecteurs tertiaires ;
- le curage manuel et mécanique de 9 kilomètres de collecteurs principaux et près de 130 000 ouvrages de réception (grilles et avaloirs) des eaux pluviales ;
- l'inspection et le nettoyage de tous les ouvrages spécifiques (déversoirs d'orage, bassins de régulation des eaux pluviales...);
- l'extraction à partir des réseaux et ouvrages d'assainissement d'environ 15 000 m³ de sédiments ;
- le nettoyage et l'inspection télévisée de 37 kilomètres de collecteurs pour détecter les anomalies et planifier les opérations de renouvellement ;
- la réhabilitation ou le renforcement de 11 kilomètres de réseau d'assainissement.

Contrôle des rejets industriels

Fortement engagée dans la protection de l'environnement, Lydec, dont les réseaux sont également fragilisés par les rejets non conformes des industriels, a renforcé ses contacts avec les entreprises et signé de nouvelles conventions.

A fin 2009, 420 conventions sur les rejets industriels ont été enregistrées, contre 330 en 2008.

L'entreprise a, par ailleurs, réalisé 63 opérations d'assistance technique et effectué plus de 1 200 contrôles. Cette année, dans la dynamique de la préparation de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, Lydec s'est appuyée davantage sur les Autorités locales et le Secrétariat d'État à l'environnement pour mobiliser les industriels autour de cette problématique et les inciter à mettre leurs installations en conformité.

Projets phares

1997 > 2009

Étude d'assainissement de la première tranche de la zone Attilal : 2 stations de pompage de 260 l/s, 3 km de collecteurs gravitaires de Ø 300 et Ø 400 et 2 km de conduite de refoulement ;

Étude pour le transfert des eaux usées du secteur Dar Bouazza (hors site) par la réalisation d'un collecteur gravitaire en Ø 600 et Ø 800 sur 5 400 ml, des conduites de refoulement en Ø 600 sur 3 300 ml et 3 stations de pompage ;

Délestage du Collecteur Ouest quartier El Fida (180 millions de dirhams) ;

Canal de délestage de l'Oued El Maleh à Mohammédia (70 millions de dirhams) ;

Assainissement à Aïn Diab et Hay Hassani : nouvel équipement de la zone (60 millions de dirhams) ;

Transfert des eaux usées de Bouskoura (44 millions de dirhams pour la desserte des zones industrielles) ;

Assainissement du secteur Californie - Aïn Chock : réalisation du réseau primaire de collecte des eaux usées et pluviales, d'un bassin d'orage pluvial, transfert des eaux usées et des eaux pluviales vers Sidi Maârouf - 4,5 km de conduites (24 millions de dirhams) ;

Assainissement de Mohammédia Est (35 millions de dirhams pour le transfert des eaux usées et 33 millions de dirhams pour l'équipement primaire du secteur Alia Est) ;

Assainissement du secteur Oulfa - Dar Bouazza Est (40 millions de dirhams) ;

Assainissement de Nouaceur : réalisation du réseau primaire de collecte des eaux usées et des eaux pluviales (6,2 km - station de pompage des eaux pluviales) : coût global du projet 240 millions de dirhams cofinancé par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et Lydec ;

Lancement des travaux de construction d'un bassin d'orage à Derb Diwane (Aïn Chock) de 11 000 m³ de stockage pour renforcer le collecteur Randet ;

Équipement en infrastructure d'assainissement de nouvelles zones : Mansouria, Ben Yakhlef, Aïn Diab, Dar Bouazza.

“A fin 2009, **420** conventions sur les rejets industriels ont été signées avec les entreprises.”



Des efforts constants pour accompagner l'extension de la ville et maîtriser la sécurité d'alimentation

Pour répondre à une demande en pleine croissance en raison de l'équipement des clients et du développement de l'agglomération, Lydec poursuit le renforcement de son infrastructure afin de sécuriser l'alimentation et la distribution d'énergie électrique sur l'ensemble du périmètre de la gestion déléguée.

Investissements 2009

152,7 MDh investis dont **126,4** par Lydec, **13,15** sur fonds de travaux et **13,15** sur financement des tiers.

Chiffres clés 2009

21 504 compteurs posés dont **69** moyenne tension numériques ;
6 499 compteurs changés dont **931** moyenne tension numériques ;
2 129 branchements basse tension dont **1 422** en souterrain ;
73 branchements moyenne tension ;
42 km de câbles basse tension et **13,2 km** de câbles moyenne tension posés dans les lotissements ;
108 km de câbles basse tension renforcés ou renouvelés ;
21 km de câbles basse tension posés en extension ;
13,2 km de câbles moyenne tension posés en extension ;
111 km de câbles moyenne tension posés en renforcement, renouvellement et changement de tension ;
62 nouveaux postes de distribution publique pour une puissance de 35 MVA et **73** postes clients pour 39,7 MVA.

Renforcement de l'infrastructure

Le schéma directeur entamé en 2008 est en cours de finalisation. Il a pour objectifs majeurs d'adapter les infrastructures au développement de la demande en électricité et d'accroître la sécurité d'alimentation pour assurer, à l'échelle de son périmètre de gestion, la distribution de l'énergie électrique dans les meilleures conditions.

A cet effet, Lydec a mené depuis plusieurs années des actions de fond permettant plus de souplesse dans la gestion des sources d'alimentation et plus de possibilités de secours en cas d'incident :

- création de nouveaux postes sources permettant une meilleure répartition de leur zone de desserte. A titre d'exemple, grâce à cette politique, le poste source Oulad Haddou qui fournissait 40% de l'énergie consommée sur le périmètre de gestion déléguée en 1998, représente aujourd'hui 23% au moment où la consommation globale sur le territoire a augmenté de 25% sur la même période.
- accroissement des interconnexions entre les postes sources mitoyens pour disposer de sources d'alimentation de secours en moyenne tension en cas d'incident sur un poste. Ce dispositif permet de rétablir dans un délai très court environ 75% des clients coupés suite à un incident, en les alimentant à partir d'un poste mitoyen.

Renouvellement et rénovation des installations

D'importants chantiers ont été engagés en 2009 pour répondre à l'évolution de la demande et poursuivre la mise à niveau des ouvrages.

Les principaux travaux ont concerné les postes sources Mohammedia, Camiran et Abbé de l'Épée :

- réhabilitation du poste source Mohammedia pour une puissance installée de 80 MVA. Cet investissement permettra de fiabiliser davantage l'alimentation sur la zone ;
- mise à niveau des installations de contrôle-commande et des transformateurs du poste source Camiran. Cette opération permettra d'une part de supprimer le 5,5 kV du centre ville de Casablanca et d'autre part, de renforcer le secours à travers des interconnexions avec les postes mitoyens Chavigné et Abbé de l'Épée ;
- renouvellement de 2 kilomètres de câbles souterrains 60 kV alimentant le poste source Abbé de l'Épée.

L'infrastructure de l'électricité se compose de :

- 10** postes sources HT/MT d'une puissance de **1 440** MVA ;
- 2 994** postes de distribution publique MT/BT d'une puissance de **1 202** MVA ;
- 1 662** postes clients d'une puissance de **1 093** MVA ;
- 2 247** km de réseau MT.



Projets phares

1997 > 2009

Poste source Sidi Othmane (130 millions de dirhams dont 43 millions financés par Lydec) ;

Poste source Dar Bouazza (140 millions de dirhams) ;

Réhabilitation du poste source Ouled Haddou (28 millions de dirhams) ;

Réhabilitation du poste source Laâyoune (11 millions de dirhams) ;

Réhabilitation des postes sources 60 kV : Chavigné, Abbé de l'Épée (60 millions de dirhams) ;

Réalisation du Bureau Central de Conduite (BCC) et télécommande des postes de distribution (100 millions de dirhams dont 48 pour le BCC) ;

Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau moyenne tension (340 millions de dirhams pour environ 596 km dont 215 millions financés par Lydec) ;

Réhabilitation et renforcement des postes de distribution publique (141 millions de dirhams pour 514 unités dont 115 millions financés par Lydec) ;

Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau basse tension (300 millions de dirhams pour environ 995 km dont 218 millions financés par Lydec) ;

Électrification de douars et bidonvilles pour un montant de 14 millions de dirhams ;

Mise en service du poste source Aïn Harrouda (200 millions de dirhams) ;

Lancement de l'opération de rénovation des postes sources Mohammedia et Zénata récupérés de l'ONE en 2008 : renouvellement des équipements et passage des postes de la tension 22 kV à 20 kV ;

Réalisation du réseau 60 kV souterrain entre Oulad Haddou et Abbé de l'Épée (le réseau 60 kV est financé par Lydec à hauteur de 70 millions de dirhams).

Qualité de service

Grâce au Bureau Central de Conduite (BCC), Lydec a surveillé 24h/24 et 7j/7 l'ensemble du réseau électrique en ayant la possibilité de télécommander à distance des interventions sur 7 postes sources et 400 postes de distribution publique. En 2009, Lydec a entamé le renouvellement du BCC. La nouvelle plate-forme devra permettre à horizon 2010 de communiquer avec le Système d'Information Géographique pour un meilleur suivi de l'impact des incidents. Elle permettra en outre de gérer en temps réel une information de plus en plus dense en provenance du terrain pour tous les métiers de Lydec.

L'année 2009 a été marquée par des intempéries fortes et fréquentes, souvent accompagnées de vents violents. Malgré l'augmentation du nombre d'interruptions de service constatée à fin 2009 (329 contre 259 en 2008), le délai de rétablissement moyen des clients coupés s'est maintenu à 13,5 minutes.

Participation au Plan national d'économie d'énergie

Avec 3700 GWh achetés à fin 2009, Lydec est un contributeur majeur dans le cadre du Plan National d'Actions Prioritaires lancé par le Ministère de l'Énergie.

Son engagement se traduit par plusieurs actions concrètes :

- installation de batteries de condensateurs à hauteur de 110 MVAR répartis dans tous les postes sources de l'entreprise 225 kV et 60 kV. Ce dispositif permettra à horizon 2010 de limiter la puissance appelée et de réduire les pertes au niveau de tous les postes sources ;
- lancement de l'appel d'offres pour la fourniture des lampes basse consommation pour le compte de l'ensemble des distributeurs nationaux (régies publiques et gestions déléguées). Lydec représente 36% du marché global de distribution (régies et services concédés). Un test sera réalisé sur un échantillon de 240 000 lampes en 2010 afin de finaliser l'opération (style de lampe, couleur...);
- mise en application en septembre 2009 de la tarification incitative -20/-20. Cette mesure incitative, mise en place par l'État, prévoit d'attribuer un bonus (remise équivalente à 20% de la consommation mensuelle économisée) à tout client (usage domestique, éclairage privé et patentés) ayant réduit sa consommation mensuelle d'au moins 20% par rapport au même mois de l'année précédente. A fin 2009, plus de 15% des clients en ont bénéficié, dont 5% de façon récurrente.

“Le délai de rétablissement moyen des clients coupés s'est maintenu à **13,5** minutes.”



L'Éclairage public, le 4^{ème} métier

L'une des dispositions de l'avenant au contrat de gestion déléguée, signé avec l'Autorité Délégante en mai 2009, prévoit la prise en charge par Lydec du service de l'éclairage public qui devient ainsi le 4^{ème} métier de l'entreprise. Cette décision conclut une période entamée en 2004 durant laquelle l'entreprise a géré ce service à titre provisoire pour la Ville de Casablanca.

Investissements 2009

118,3 MDh investis
dont **49,3** sur fonds de travaux
et **69** sur financement des tiers.

Chiffres clés 2009

2 500 candélabres remplacés ;
40 km de réseau posé.

Une gestion par étapes

La ville de Casablanca a signé le 8 janvier 2004 un protocole d'accord avec Lydec pour lui confier la gestion (exploitation et maintenance des installations du réseau) de l'éclairage public des grandes voies ainsi que celui des bidonvilles. Sa durée était de 3 mois renouvelable une fois. A la fin du protocole, tous les bidonvilles dont les foyers avaient déjà été électrifiés par Lydec étaient équipés en éclairage public.

Trois avenants successifs (8 juillet 2004 ; 31 décembre 2004 ; 31 décembre 2006) ont défini les programmes d'investissements à réaliser.

Le 9 février 2007, un 4^{ème} avenant a été signé pour proroger " la durée du protocole d'accord jusqu'à la date d'effet de l'avenant devant conclure la révision de la Convention de gestion déléguée des Services de Distribution d'Électricité, d'Eau Potable et d'Assainissement Liquide signée en 1997 entre la Communauté Urbaine de Casablanca et Lyonnaise des Eaux ".

Enfin, le 11 mai 2009, l'éclairage public a été intégré dans le cadre du contrat de gestion déléguée de la distribution d'eau, d'électricité et du service d'assainissement liquide du Grand Casablanca.

Une organisation centralisée

Regroupée en juin 2006 au sein d'une direction centrale, l'équipe en charge de l'éclairage public compte 220 personnes dont 208 agents détachés par la Commune Urbaine de Casablanca.

L'entité comporte un service de maintenance préventive dont l'activité est essentiellement focalisée sur l'entretien et la mise à niveau des ouvrages, un service de maintenance curative assurant les dépannages, organisé en 6 zones pour faciliter les relations avec les directions préfectorales, et un service travaux pour la surveillance et le suivi de la construction des nouveaux ouvrages.

Une mise à niveau et un contrôle renforcés

En 2009, Lydec a intensifié son programme de mise à niveau en renouvelant 2 000 candélabres et 400 luminaires. Afin de fiabiliser les installations, 180 interventions ont été réalisées dans les postes de distribution publique pour mettre à niveau les tableaux de commande de l'éclairage public. Enfin, 350 interventions sur les défauts de câbles ont été effectuées.

Par ailleurs, de grandes opérations de renouvellement ont également été réalisées

L'infrastructure de l'éclairage public se compose de :

95 830 points lumineux, dont **84 600**
à Casablanca, **9 830** à Mohammedia
et **1 400** à Aïn Harrouda ;

2 920 km de réseau, dont **2 530**
à Casablanca, **340** à Mohammedia
et **50** à Aïn Harrouda.



dans les quartiers Moulay Rachid, Maârif, Bourgogne, Anfa et Sidi Belyout. 500 horloges astronomiques ont été renouvelées durant l'exercice, supprimant le risque de dérive du temps d'allumage constaté sur les anciens matériels.

Après Casablanca, la numérotation et le diagnostic des points lumineux des villes de Mohammedia et de Aïn Harrouda ont été finalisés.

Sur le plan du contrôle, Lydec a lancé en 2009 une opération d'envergure qui consiste à diagnostiquer, par le biais d'un contrôle mécanique, l'état des installations et à tester la résistance des candélabres. La priorité a été accordée aux sites à forte fréquentation tels que les abords des écoles, des mosquées... 750 candélabres ont été passés en revue à fin 2009.

Politique d'économie d'énergie

Plusieurs actions ont été entreprises et ont permis de réaliser en 2009 une économie d'énergie estimée à 1 900 000 kWh pour la seule ville de Casablanca. En effet, malgré l'évolution du nombre de foyers lumineux et une amélioration du taux d'éclairage, la consommation de Casablanca a diminué de 701 000 kWh, soit -1,03%.

Les principales actions ayant permis ce résultat sont :

- l'installation et la synchronisation des horloges astronomiques afin d'optimiser les heures d'allumage et d'extinction. Celles-ci

sont implantées dans les tableaux de commandes de l'éclairage public situés dans les postes de distribution publique. Sur les 1 900 postes de distribution publique gérés par Lydec et dotés de tableaux d'éclairage public, 100% de ceux situés à Casablanca ont été équipés de commandes par des horloges astronomiques et ce depuis 2004. La durée annuelle d'allumage est passée de 4 600 heures à 4 300 heures, soit 7% d'économie. L'opération vient de démarrer à Mohammedia et Aïn Harrouda ;

- la réduction des puissances des luminaires ou de leur nombre au niveau des voies "sur-éclairées" tout en respectant les niveaux d'éclairage exigés pour garantir la sécurité ;
- le remplacement des anciens luminaires "énergivores" (tube fluorescent, ballon fluo...) par des luminaires neufs ayant un meilleur rendement (sodium haute pression, iodure métallique). Ceux-ci utilisent les dernières technologies (réflecteur, diffuseur) et permettent, pour une consommation inférieure, d'obtenir un meilleur rendement. Cette action nécessite le renouvellement complet du réseau. Pour Aïn Harrouda et Mohammedia, compte tenu de leur prise en charge récente, une mise à niveau du réseau est nécessaire. Lydec a procédé à la remise en service des points lumineux défectueux.

Projets phares

2009

Renouvellement du réseau d'éclairage public (120 millions de dirhams financés à 57% par Lydec) ;

Réhabilitation de l'éclairage public du Boulevard Massira Al Khadra et du Stade Mohammed V ;

Lancement de l'opération de tests de tenue mécanique des candélabres autour des lieux très fréquentés ;

Prise en charge de l'exploitation de l'éclairage public des villes de Mohammedia et Aïn Harrouda.

“Plusieurs actions ont permis de réaliser en 2009 une économie d'énergie estimée à **1 900 000 kWh** au bénéfice de Casablanca.”



Des prestations de proximité adaptées aux attentes de la clientèle

Pour répondre au mieux aux attentes de ses clients, Particuliers et Entreprises, Lydec les écoute, mesure leur satisfaction et prend en compte leurs attentes en adaptant ses services.

Chiffres clés 2009

Eau et Assainissement

58% des clients ont consommé moins de 8m³ par mois, avec une facture mensuelle maximale de **43 Dh**, redevances fixes, TVA et timbre fiscal inclus.

Électricité

42% des clients Particuliers ont consommé moins de 100 kWh par mois, avec une facture mensuelle maximale de **113 Dh**, redevances, TPPAN (taxe pour la promotion de l'audio-visuel national), TVA et timbre fiscal inclus.

Encaissement des factures

Les clients ont effectué leurs règlements auprès des :

- Agences Lydec **30%**
- Encaisseurs Lydec **33%**
- Espaces Services **34%** (commerces de proximité)
 - Canaux électroniques et bancaires (prélèvement, GAB, Internet) et provisions **3%**

A fin 2009, Lydec gère un portefeuille de près d'un million de clients :

- 970 000 clients Particuliers environ (dont 110 000 pour l'eau et l'assainissement uniquement, alimentés en électricité par l'ONE) ;
- 5 500 clients Administrations et Collectivités locales ;
- 1 620 clients Électricité moyenne tension ;
- 1 100 clients industriels Eau et bains maures.

Depuis 12 ans, l'entreprise écoute les clients dans le cadre d'enquêtes de satisfaction ou spécifiques (écoutes sectorielles, enquêtes post-contact sur les services dépannage, le respect des rendez-vous, la qualité des travaux...) et crée des services à valeur ajoutée pour répondre à leurs attentes.

Dans le cadre de sa stratégie pour développer la relation de confiance et de proximité avec ses parties prenantes, Lydec travaille sur 5 axes en particulier :

- optimiser les processus clientèle pour plus d'efficacité ;
- développer les canaux de contact pour une meilleure accessibilité ;
- développer les services de paiement pour plus de choix aux clients ;
- améliorer la communication destinée aux clients, les conseiller et mieux les informer ;
- améliorer les offres et innover.

Optimisation des processus clientèle

Axe prioritaire de la stratégie clientèle, cet objectif consiste à fiabiliser au maximum le cycle de la relève-facturation-encaissement. Plusieurs améliorations ont été apportées grâce à la technologie et à la refonte de l'organisation :

- chaque mois, un relevé des compteurs est fait sur le terrain par des agents releveurs dotés des outils informatiques adéquats ;
- les industriels ont été équipés de compteurs de télérelevé pour leur permettre de surveiller au quotidien et de maîtriser leurs consommations ;
- sur un autre plan, l'intégration de l'information géographique au système d'information a permis d'améliorer sensiblement la réactivité de nos équipes sur le terrain ;
- enfin, l'ordonnancement des interventions a permis de mieux suivre les opérations depuis la demande du client jusqu'à la réalisation de l'intervention, d'améliorer la maîtrise des opérations et des ressources engagées et de réduire les délais.



Développement des canaux de contact

Outre les 14 agences entièrement rénovées et équipées (accueil, ticketing, affichage, documents...), Lydec a dédié 2 agences mobiles à ses clients situés en périphérie de Casablanca pour leur éviter des déplacements. En 2009, ces deux agences mobiles ont encaissé plus de 38 000 factures, soit plus de 3 500 factures par mois.

Par ailleurs, Lydec dispose d'un Centre de Relation Clientèle qui reçoit et traite, 24h/24 et 7j/7, les appels téléphoniques des clients pour toute demande commerciale ou technique, notamment de dépannage. Il traite en moyenne 2 000 appels par jour et a la possibilité de renforcer ses capacités jusqu'à 48 positions. En 2009, lors d'incidents majeurs (interruption du courant, fortes intempéries et vents violents), il a enregistré des pics d'appels : entre 3 500 et 6 000 appels traités.

Enfin, le client de Lydec dispose d'une agence en ligne, accessible à l'adresse www.lydec.ma, qui lui donne l'historique de sa consommation sur 12 ans, le détail de ses comptes et lui permet aussi de régler à toute heure ses factures d'eau et d'électricité par Internet.

Une large gamme de moyens de paiement

Poursuivant son engagement auprès de ses clients, Lydec continue à investir dans les nouvelles technologies, en vue de leur faciliter la vie et d'accroître son accessibilité.

Plusieurs possibilités leur sont offertes. Elles sont toutes gratuites et leur assurent un enregistrement en temps réel des transactions :

- à domicile par les encaisseurs de Lydec ;
- dans les 14 agences de Lydec ;
- à travers les 2 agences mobiles qui parcourent les zones en périphérie ;
- dans les 100 Espaces Services qui sont des commerces de proximité (téléboutiques, magasins...) et actuellement en test, dans le réseau eFloussy de la région de Casablanca ;
- par Internet sur l'agence en ligne www.lydec.ma ;
- dans tous les guichets automatiques bancaires du Crédit du Maroc et de la Banque Populaire ;
- par prélèvement bancaire pour les titulaires de comptes à Attijariwafa Bank, Banque Populaire, BMCE, BMCI, CIH, Crédit du Maroc et Société Générale ;
- par prélèvement sur une provision déposée à Lydec, formule utilisée par les Marocains Résidant à l'Étranger notamment.

“58%
des clients ont
une facture
d'eau et
assainissement
mensuelle
maximale
de **43 Dh.**”



Optimiser les compétences et assurer la relève

Renforcer les compétences de l'entreprise, anticiper les évolutions des métiers et préparer la relève, sont les trois principaux chantiers menés en 2009 en matière de ressources humaines. Complétés par une politique forte en matière de Santé et Sécurité, ils traduisent la volonté du management de relever l'enjeu de la maîtrise des savoir-faire.

Chiffres clés 2009

3 400 salariés,
dont **484** cadres,
911 agents de maîtrise
et **2 005** agents d'exécution ;
89 nouvelles recrues ;
333 mobilités ;
1 898 collaborateurs
ayant bénéficié
d'une ou plusieurs formations ;
46 000 heures
de formations délivrées.

Développement des compétences

En 2009, Lydec a poursuivi son engagement en vue de renforcer les compétences de ses collaborateurs. Cette démarche vise à évaluer leurs savoir-faire et à développer leurs compétences pour les adapter aux évolutions des métiers de l'entreprise. L'action initiée en 2008 se poursuit pour les métiers opérationnels.

La formation est également un chantier dans lequel Lydec continue de s'investir pleinement. Plus de 46 000 heures de formation ont été réalisées au sein de l'entreprise. Le Centre de Formation et de Perfectionnement (CFP) y a fortement contribué dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'actions 2008-2010 visant le développement des compétences internes et la synergie entre entités. L'ouverture du CFP sur l'extérieur a aussi permis à des entreprises sous-traitantes, travaillant pour Lydec, ainsi qu'à des régies de distribution d'autres villes du Maroc, de tirer profit de l'expertise de l'entreprise.

Et dans un souci de renforcer les compétences managériales des collaborateurs, l'entreprise a lancé un cycle de formation "Managers de proximité" avec pour objectifs de permettre aux participants de :

- prendre conscience de leur rôle de manager et partager une approche commune en termes de management des Hommes ;
- mieux gérer les équipes, les dynamiser et accroître leur productivité ;
- agir en gestionnaire en optimisant les coûts d'exploitation ;
- maîtriser les aspects juridiques liés aux métiers.

Recrutement et rajeunissement

En parallèle, l'entreprise, dont la moyenne d'âge des collaborateurs atteint 46 ans en 2009, se prépare à gérer au mieux l'enjeu de renouvellement de ses effectifs et de son rajeunissement. En effet, il est prévu de recruter jusqu'à 1 500 nouveaux collaborateurs dans les dix prochaines années pour remplacer les départs à la retraite et intégrer de nouvelles compétences en phase avec les évolutions des métiers. Pour l'année 2010, l'entreprise compte recruter un peu plus d'une centaine de collaborateurs dont 76% dans les métiers de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement, 9% dans les métiers de la clientèle et 15% dans les fonctions support. Lydec souhaite ainsi attirer les jeunes talents, notamment dans les métiers opérationnels.

Formation par alternance

Compte tenu de la sensibilité et de l'importance de ses missions de services publics, Lydec veille à intégrer des collaborateurs immédiatement opérationnels et parfaitement adaptés aux métiers de l'entreprise. A cet effet, l'entreprise a innové en 2009 en lançant un premier cycle de formation par alternance en partenariat avec l'Université Hassan II de Casablanca et l'ANAPEC. L'objectif étant de préparer au mieux des jeunes diplômés à intégrer Lydec, en adaptant leurs compétences à ses besoins.

Le principe de cette formation, dont le premier pilote porte sur 24 futurs électriciens, est d'alterner les temps de formation pour ces jeunes à raison de :



- un tiers de temps au sein de l'école ENSEM (UH2C) pour la formation théorique ;
- un tiers de temps dans le Centre de Formation et de Perfectionnement de Lydec pour la formation pratique ;
- et enfin un tiers de temps avec un tuteur dans les équipes d'exploitation de Lydec en vue d'appliquer les gestes métiers sur le terrain.

Accord avec les partenaires sociaux

En 2009, Lydec a signé un important accord avec les partenaires sociaux qui illustre le bon climat social qui règne au sein de l'entreprise. Cet accord a permis de partager une vision claire sur les règles sociales pour l'ensemble des collaborateurs (paie, statut...), ainsi que sur les modalités de recrutement.

Un engagement reconnu en Santé et Sécurité au Travail

Lydec a mis en œuvre un système de management de la santé et de la sécurité au travail conforme aux normes nationales et aux exigences du Groupe GDF SUEZ. L'ensemble des risques professionnels a fait l'objet d'une analyse par métier (électrique, espaces confinés, chlore, travaux en hauteur, conduite...) et des mesures concrètes de prévention ont été mises en œuvre.

Les résultats à fin 2009 traduisent l'efficacité du dispositif. Le nombre d'accidents de travail a baissé de près de 90% entre 1998 et 2009 (204 à 21). Sur la même période, le taux de fréquence est passé de 21,1 à 2,3 et le taux de gravité a baissé de 0,58 à 0,09.

L'engagement, les actions et les résultats de Lydec ont été reconnus à fin 2009 par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies qui lui a attribué, à l'issue d'un audit dans le cadre du Prix National pour la Sécurité, le Prix d'encouragement dans la catégorie des Grand Organismes Publics.

Au-delà de la poursuite des efforts auprès de son personnel, Lydec s'est fortement engagée auprès de ses sous-traitants. Depuis 2009, les évaluations semestrielles des sous-traitants " Travaux " comportent un volet Sécurité en complément du respect des règles de l'art, du contrat et de la qualité du travail effectué. Un audit complet des chantiers sous-traités a été fait afin de prioriser les axes de progrès. L'objectif étant de faire progresser les entreprises par un renforcement de l'accompagnement qui leur est offert.

En matière de prévention santé et à côté de la surveillance des maladies professionnelles effectuée auprès de ses agents, Lydec organise régulièrement des campagnes de dépistage (maladies cardiovasculaires, hépatites, cancer du sein et du col de l'utérus) et de vaccination (anti-grippe notamment). C'est aussi l'une des premières entreprises " sans tabac " au Maroc (depuis mai 2006).

“Il est prévu de recruter jusqu'à **1 500** nouveaux collaborateurs dans les dix prochaines années.”



Une information adaptée pour mieux traduire nos valeurs

A Lydec, nous avons une ambition d'exemplarité qui doit être portée par chacun des collaborateurs dans l'exercice de son métier, dans ses performances et dans son comportement. Pour y arriver, l'entreprise poursuit ses efforts pour mobiliser ses équipes autour de ses valeurs et veille à délivrer à chacune de ses parties prenantes une information complète, transparente et adaptée.

Ainsi, pour accompagner les réalisations et les projets de l'entreprise, de nombreuses actions ont été déployées tant en communication interne, qu'externe.

En matière de communication interne

- L'organisation de la convention de l'encadrement le 25 juin 2009 a permis de mobiliser les participants (900 collaborateurs) autour de la nouvelle vision de l'entreprise à horizon 2015 et de ses valeurs. La rencontre a permis également de partager les nouveaux enjeux et de fédérer les équipes pour continuer à tenir nos engagements. L'évènement a ensuite été relayé auprès de l'ensemble des agents de maîtrise et d'exécution (2500 salariés) ;
- Engagée dans le développement durable, l'entreprise a pris le temps de structurer sa démarche en précisant ses objectifs et en se dotant d'un plan d'actions. La réflexion a été menée avec l'implication de toutes les entités et la participation lors d'un séminaire de travail de plus de 100 cadres de Lydec ;
- Pour diffuser les connaissances et mieux partager le savoir-faire et l'expertise liés aux métiers de Lydec, des cycles de conférences internes sont organisés avec la participation des experts internes. Au cours de cette année, 6 cycles se sont tenus et ont approfondi la réflexion sur les métiers de l'entreprise dans les domaines de l'Electricité, l'Eau, l'Assainissement, l'accès aux services dans le cadre du projet INDH-Inmae, les Ressources humaines, la Santé et Sécurité au travail ;
- Au-delà des rencontres, Lydec veille aussi à délivrer des informations régulières à l'ensemble des ses collaborateurs pour les fédérer autour de ses projets et reconnaître leur contribution aux

différentes réalisations. Réseau, la newsletter mensuelle de l'entre-prise est désormais diffusée sous format électronique complétant ainsi le dispositif d'affichage dédié aux salariés.

En matière de communication externe

- Le magazine "Lydec & vous" continue à délivrer aux clients des informations sur les services de l'entreprise, ses métiers, ses réalisations et ses projets, ainsi que des conseils pour une utilisation rationnelle, respectueuse et sécurisée des ressources ;
- Lydec a conçu et déployé des actions de communication pour mieux faire connaître les nouveaux services et délivrer des informations ciblées : le paiement par Internet, les services adaptés aux Marocains résidant à l'étranger, le lancement d'une tarification incitative en électricité "bonus -20/-20" ... ;
- En 2009, poursuivant son engagement auprès des jeunes générations, Lydec a organisé de nouvelles expositions pédagogiques et artistiques avec pour objectif de sensibiliser les visiteurs au respect de l'environnement et à la préservation des ressources. Ces expositions, ouvertes au public, ont enregistré la visite de plus de 5 000 élèves d'écoles casablancaises et des enfants d'associations ;
- Fidèle parrain de la plage Lalla Meryem située sur la Corniche de Casablanca, Lydec a renforcé son soutien au cours de la saison 2009 grâce à l'installation et l'équipement de nouveaux locaux pour la Protection civile et l'infirmierie, ainsi que la mise en place d'un programme riche en animation et en actions de sensibilisation sous le thème "Estivage et citoyenneté".



Système de Management

Lydec maintient, depuis la mise en place du Système de Management par processus, une forte mobilisation pour progresser vers l'excellence et satisfaire l'ensemble des parties prenantes.

Chaque exercice constitue une nouvelle étape dans la mise en œuvre du Système de Management.

L'année 2009 a ainsi connu une forte dynamique dans la prise en compte des changements d'organisation et des évolutions de nos pratiques.

Les refontes réalisées ou en cours pour certains processus attestent de l'adaptation du système par la prise en compte de ces changements, et la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise.

Par ailleurs, de nouvelles dispositions ont été adoptées en 2009 pour renforcer et maintenir un haut niveau de maîtrise du contrôle interne lié aux risques financiers et en conformité avec les exigences du Groupe.

L'audit 2009, mené du 7 au 11 décembre derniers, conjointement par les deux organismes SNIMA (Ministère du Commerce et de l'Industrie) et AFAQ AFNOR International, avait pour objectif de s'assurer de la conformité par rapport à la nouvelle version 2008 du référentiel, et de l'aptitude de notre Système de Management à permettre à l'entreprise d'atteindre ses objectifs.

L'équipe d'auditeurs a pu apprécier l'efficacité de notre Système de Management et sa maturité. Elle a maintenu notre certification.

Lydec démontre ainsi sa capacité à faire évoluer son Système de Management et à le faire progresser de façon à satisfaire les clients et plus globalement, l'ensemble des parties intéressées.



Un système d'information ouvert et évolutif

Véritable levier d'efficacité et de performance, le système d'information de Lydec est conçu pour lui permettre d'englober l'ensemble de ses activités tout en restant souple et ouvert sur son environnement.

Chiffres clés 2009

- 2 000 postes informatiques ;
- 700 PDA (équipement informatique mobile) ;
- 3 000 appels radio par jour ;
- 35 000 appels téléphoniques sortants par jour ;
- 50 000 factures éditées par jour.

La cartographie du système d'information (SI) d'une société de distribution d'eau et d'électricité comprend des fonctions classiques telles que la gestion de l'entreprise et de ses parties prenantes, mais aussi des fonctions spécifiques telles que la gestion de la clientèle, la gestion des réseaux et leur maintenance, ou encore la gestion de la qualité des produits et les opérations à long terme. Le SI actuel de Lydec couvre une bonne partie des fonctions de cette cartographie. L'entreprise dispose en interne d'une équipe d'experts dédiés à son évolution. Pour assurer toutes ces réalisations et ouvrir la voie à la dématérialisation des documents (contrats clients, factures, dossiers administratifs et comptables, etc.), Lydec a renouvelé en 2009 les "armoires" de stockage, poursuivi la virtualisation des systèmes et renforcé les réseaux de communication.

Des applications au service de l'efficacité et des métiers

Pour la gestion de l'entreprise, le progiciel SAP est opérationnel depuis l'année 2000. Il couvre les gestions comptables y compris le système de comptabilité analytique, la gestion du processus d'achats, les stocks et magasins, les ressources humaines et les investissements. En 2009, le reporting stratégique RH a été mis en place. A court et moyen termes, suivront le reporting financier et d'autres modules SAP tels que la trésorerie, l'intégration des transactions SAP comme des activités de processus transverses (BPM), la gestion électronique et intégrée des documents et l'archivage électronique.

Pour améliorer le rendement du réseau d'eau potable, Lydec a lancé l'installation des

pré-localisateurs de fuites. A cet effet, l'entreprise a développé tout le système d'accueil des alertes et de monitoring couplé au système d'information géographique. Un logiciel de détermination des emplacements optimaux des pré-localisateurs a été également livré à l'exploitation. En 2009, le projet s'est enrichi de compteurs de télérelevé et de divers capteurs dotés de moyens de communication adaptés tels que les hydrophones.

Un atout dans la gestion de la clientèle

Pour la gestion clientèle, Lydec a investi dans le développement intra-muros d'un progiciel intégré orienté client. Pour chaque client, le progiciel gère les différentes prestations offertes : branchement au réseau, abonnement, résiliation, relève des compteurs, facturation, encaissement multi-canal, gestion de la relation client, interventions ou dépannages chez le client... A l'aide de ce progiciel, Lydec produit quotidiennement plus de 50 000 factures et en encaisse autant via ses guichets, les Espaces Services, les guichets automatiques bancaires, Internet et par prélèvement bancaire.

En effet, le système d'information a été conçu pour être ouvert sur le monde extérieur. Depuis quelques années déjà, Lydec encaisse des factures via les Espaces Services et les guichets automatiques bancaires dans une configuration B2B en temps réel. Sur le terrain, les agents d'intervention chez les clients sont désormais connectés en permanence au système via leur PDA (Personnel Digital Assistant) et communiquent en temps réel avec les ordonnanceurs chargés de l'optimisation des interventions. En 2010, ces services seront



généralisés progressivement pour inclure les interventions sur les réseaux. Des améliorations de productivité et de satisfaction clientèle sont attendues notamment par l'analyse des tableaux de bord produits par ces outils.

En 2009, Lydec a été le premier distributeur à appliquer les décisions de la tarification incitative -20/-20 du plan national d'actions prioritaires, opération rendue possible grâce à la souplesse du SI clientèle et la réactivité de l'équipe de la Direction des Systèmes d'Information interne.

Lydec s'est aussi préparée à couvrir ses processus clientèle à l'aide de systèmes de management par processus (BPM pour Business Process Management) offrant un niveau de pilotage des activités de bout en bout et détaillant les coûts totaux et les niveaux de productivité des activités de l'entreprise. Une maquette BPM a été réalisée à cet effet.

Le télérelevé des compteurs moyenne tension (1 600 environ) a également été déployé cette année. Désormais, tous les industriels utilisant l'électricité moyenne tension sont relevés à distance. Des offres de service sont en préparation pour les conseiller et les assister dans leurs projets d'optimisation des consommations d'électricité.

Montée en puissance de l'information géographique

L'information géographique est présente partout dans les activités de Lydec. La quasi-totalité des collaborateurs de l'entreprise utilisent des cartes et des données géographiques pour situer une canalisation ou un client, gérer un projet ou une

intervention, reporter des résultats ou des faits. Le système résultant est un système intégré qui permet à l'utilisateur de manipuler les données géographiques et alphanumériques dans une même fonction.

Dans cet objectif, Lydec a investi dans la collecte des données (adresses, numérisation des réseaux et des ouvrages techniques, cartes satellite et autres, enquêtes "terrain clientèle", etc.). L'entreprise a également fait le choix d'une technologie WEB et unique incluant la gestion clientèle, la gestion technique et celle de l'information géographique. En 2009, les réseaux basse tension ont été numérisés et les clients professionnels positionnés. Ceci complète la numérisation des différents réseaux gérés par Lydec et notamment le réseau moyenne tension. Grâce à la disponibilité de l'information géographique et des services de géolocalisation en temps réel, les agents programmeront mieux leurs actions et augmenteront leur efficacité. Cela se traduira pour le releveur et l'encaisseur qui utiliseront l'information géographique par une optimisation de leurs tournées.

De même, les agents d'intervention repéreront mieux les zones où ils doivent se rendre ; les ingénieurs et techniciens l'utiliseront pour leurs travaux d'extension et de renouvellement des réseaux ; le Centre de Relation Clientèle pour repérer les lieux d'intervention ; les ordonnanceurs pour l'identification des équipes les plus proches des lieux d'intervention... autant d'usages qui devraient contribuer à augmenter la satisfaction des clients de l'entreprise relative à la qualité du service et des chantiers.

“A l'aide de son progiciel, Lydec produit chaque jour plus de **50 000** factures.”



Un engagement permanent dans le développement durable

Inscrivant l'exercice de ses métiers dans une dynamique de responsabilité, Lydec structure ses actions pour donner plus de lisibilité à son engagement et affine sa stratégie en matière de développement durable.

Une stratégie au service de la ville

Lydec est un acteur clé de la métropole de par la nature de ses métiers et son ancrage territorial. Ses orientations, ses choix et ses activités impactent la ville et ses habitants. Consciente de cette responsabilité, Lydec inscrit naturellement ses actions dans une logique de développement durable. Dans ce cadre, l'entreprise veille à ce que les savoirs propres à ses quatre métiers soient reliés entre eux et créateurs de synergies et d'innovations, au service d'une finalité commune. La stratégie de Lydec s'inscrit naturellement dans le cadre plus large de celle de son actionnaire SUEZ ENVIRONNEMENT. Celui-ci a en effet pour ambition de renforcer sa position d'acteur de référence dans les domaines de la protection de l'environnement et du développement durable en offrant à ses clients la maîtrise complète des cycles de l'eau et des déchets.

En conformité avec sa Vision 2015, Lydec exerce sa politique de développement durable autour de 7 thématiques principales, afin de contribuer à :

- une ville propre et saine, en participant notamment à la protection du littoral et de la nappe phréatique. Pour compléter le dispositif actuel, et à titre d'exemples, de grands ouvrages de traitement des eaux usées ont été étudiés et programmés en particulier une station d'épuration à Médiouna et un intercepteur côtier allant du port de Casablanca à Mohammedia ainsi qu'un émissaire marin à Sidi Bernoussi ;
- une ville qui maîtrise ses ressources et son développement, en traquant les fuites sur

ses réseaux, en sensibilisant ses clients à la nécessité d'adopter des éco-gestes au quotidien, en s'engageant également dans le Plan national d'actions prioritaires et en encourageant ses clients à mieux maîtriser leurs consommations d'énergie par la mise en place d'une tarification incitative en électricité " bonus -20/-20 " ;

- une ville fluide, en offrant des services de proximité à ses clients et réduire ainsi les déplacements (règlement des factures par Internet, dans les Espaces Services, aux guichets automatiques bancaires...) ou encore en optimisant les déplacements de ses propres équipes grâce à son système d'information géographique (SIG) qui permet de mobiliser l'équipe de dépannage la plus proche du lieu d'intervention ;
- une ville attractive sur le plan économique, en conseillant les industriels pour mieux maîtriser leurs consommations et en les accompagnant dans la maîtrise de la qualité de leurs rejets ;
- une ville sûre, en formant régulièrement ses agents à la maîtrise des risques liés à ses métiers et en contrôlant en permanence la conformité de la ressource et des installations ;
- une ville attentive à sa gouvernance, en participant à l'éducation au développement durable à travers la sensibilisation des collaborateurs et les générations futures, notamment par la formation et l'organisation régulière d'expositions pédagogiques axées sur la protection des ressources et de l'environnement ;
- une ville solidaire, en soutenant les actions des associations, de la société civile et des



autorités locales, et en agissant pour que l'apport des services de base dans le cadre du projet INDH-Inmae soit un véritable levier de développement humain.

L'ensemble de ces thèmes est décliné en une trentaine d'objectifs.

Projet INDH-Inmae

Lydec a signé, le 13 septembre 2005, un accord cadre avec l'Autorité Délégante et la Région du Grand Casablanca en vue de fournir à domicile les services d'électricité, d'eau et d'assainissement à 85 000 foyers (500 000 habitants) vivant dans des logements clandestins dont les Autorités ont décidé qu'ils resteraient sur place. Le montant total des investissements de ce projet est d'environ 1 500 millions de dirhams TTC.

A fin 2009, le projet a permis d'assurer le raccordement à domicile de 30 000 foyers.

Les enjeux pour le projet sur la période 2010-2014 sont essentiellement d'ordre financier.

Le bilan 2009 des facteurs clés du projet (acquisitions foncières, décision de restructuration, listes validées des bénéficiaires, ouvrages réalisés par les partenaires...) incite à une mobilisation de tous les acteurs sur le besoin de financement du déficit du projet.

Engagement humanitaire

Poursuivant son engagement humanitaire, Aquassistance Maroc qui regroupe les salariés volontaires de l'entreprise, a raccordé à l'eau potable trois douars à Aït Ouaggaz mettant leurs habitants à l'abri de la soif et de la précarité. Aux efforts de l'association humanitaire du personnel de Lydec pour apporter les services essentiels aux populations enclavées et éloignées du monde rural, s'ajoute son assistance aux victimes des inondations et aux intempéries. Aquassistance Maroc a été créée le 23 mai 2001 pour offrir une aide volontaire dans le domaine de l'eau, de l'électricité et de l'environnement. À travers ses interventions, elle sauve plusieurs centaines de personnes de maladies, de la précarité et participe aussi à la lutte contre la non-scolarisation des enfants. Aquassistance Maroc constitue la première représentation d'Aquassistance hors France. Ses ressources sont constituées par les cotisations de ses membres, les participations de Lydec et autres sociétés du Groupe SUEZ ENVIRONNEMENT, les bailleurs de fonds intervenant en urgence humanitaire et en coopération, etc.

“ De par la nature de ses métiers, Lydec inscrit naturellement ses actions dans une logique de développement durable.”



Un programme d'investissements ambitieux

Les projets majeurs de 2010 concernent l'ensemble des métiers de Lydec. Ils répondent aux besoins de l'urbanisation croissante du Grand Casablanca et à la maîtrise de la ressource.

Lydec va poursuivre les actions visant à améliorer les rendements des réseaux d'eau potable et d'électricité, et à doter la région des infrastructures pour mieux gérer les eaux usées et pluviales et protéger les milieux récepteurs.

Lydec continuera en outre à s'investir dans le Plan National d'Actions Prioritaires qui vise la maîtrise de la consommation d'électricité et renforcera son action pour inciter les industriels à contrôler leurs rejets dans le cadre de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable.

Lydec poursuivra également ses actions pour étendre son périmètre électricité à celui de la distribution de l'eau potable. Les communes concernées représentent un apport potentiel pour Lydec de l'ordre de 700 000 habitants.

Assainissement

Lydec lancera en 2010 la première tranche de la station d'épuration de Médiouna, d'une capacité équivalente, à 40 000 habitants. Cette station, qui utilise la technologie membranaire, et qui permet la réutilisation des eaux traitées pour des usages non domestiques, sera la première du genre en Afrique du Nord. L'investissement global est de l'ordre de 100 millions de dirhams. La construction de la station se fera sur 2 ans à partir de 2010.

La construction de cette station, nécessite pour Lydec de développer de nouvelles compétences sur ce nouveau métier d'exploitation. Son actionnaire SUEZ ENVIRONNEMENT, l'un des leaders mondiaux de ce métier, lui permettra de bénéficier du savoir-faire nécessaire.

L'assainissement du centre de Dar Bouazza et le transfert des eaux usées à l'ouest de Casablanca nécessiteront la mise en place d'un collecteur et de 3 stations de pompage sur une distance de près de 10 kilomètres. Cela représente un investissement d'environ 100 millions de dirhams.

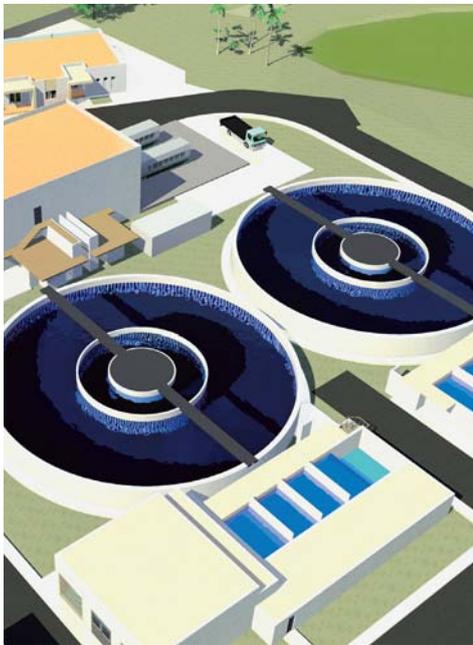
Enfin le projet de dépollution du littoral entre Casablanca et Mohammedia sera lancé. Il consiste à construire un intercepteur côtier entre les deux villes, complété en son milieu par une station de pré-traitement. L'évacuation des eaux se fera en mer, par le biais d'un émissaire.

Eau potable

Les principaux projets sont relatifs à l'alimentation en eau potable des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation au sud de Casablanca (Bouskoura et Lahraouiyyine). Ces développements nécessitent l'augmentation de la capacité de stockage du réservoir de Merchich, et la mise en place d'une nouvelle station de pompage.

Afin de satisfaire des consommations en hausse, de nouvelles infrastructures de distribution sont par ailleurs nécessaires dans le secteur de Dar Bouazza.

Par ailleurs, dans le cadre de la poursuite du programme de modulation de pression et de la sectorisation du réseau, de nouveaux investissements seront réalisés. Ils intègrent la mise en place de prélocalisateurs acoustiques à postes fixes sur une partie du réseau de Casablanca. Ces investissements seront réalisés dans le cadre du projet d'amélioration du rendement.



Électricité

Les grands projets d'électricité ont pour objectif la sécurisation de la distribution et l'amélioration du rendement.

Le programme d'installation de batteries de condensateurs destinés à limiter l'énergie réactive dans les postes sources 60 KV et 225 KV sera complété.

De nouveaux câbles 60 KV entre les postes source Ouled Haddou et Abbé de l'Épée seront posés afin de fiabiliser ces liaisons.

Des postes sources seront réhabilités et renforcés afin d'améliorer les conditions de desserte sur leur zones respectives d'influence. Il s'agit des postes suivants :

- Camiran dont la mise en service est prévue en août 2010 ;
- Mohammedia dont les travaux débuteront en 2010 avec une mise en exploitation en 2011 ;
- Zénata dont les travaux débuteront en 2011 et seront terminés en 2012.

Enfin, face à la croissance rapide de l'urbanisation et aux décisions récentes prises par les autorités concernant l'aménagement présent et futur de l'agglomération, Lydec établira en 2010 un nouveau schéma directeur de l'alimentation en électricité du périmètre de la gestion déléguée.

Éclairage public

Lydec a également établi un programme d'investissements visant à rénover les installations (candélabres, réseau) et à réaliser des économies d'énergie.

Les enjeux financiers

Afin de permettre la réalisation de ce programme d'investissements, à financer à hauteur de 650 millions de dirhams en 2010 sur ses ressources propres, et pour satisfaire les besoins des années 2010 et 2012, Lydec étudie la mise en place de nouveaux financements pour plus de 2 milliards de dirhams.

“Lydec continuera de s'investir dans le PNAP qui vise la maîtrise de la consommation d'électricité.”



Rapport financier 2009



Faits majeurs

Les volumes distribués progressent de 3,1% sur l'eau et de 1,8% sur l'électricité en 2009

La performance financière de Lydec en 2009 s'inscrit dans le contexte d'un environnement économique contrasté qui a pesé sur son activité en particulier au premier semestre. Alors que la consommation à usage domestique est restée soutenue sur l'ensemble de l'année, tant sur l'eau que sur l'électricité, avec des volumes vendus en progression respectivement de +5,2% et +5,4%, celle des industriels s'est réduite de -2,1% pour l'eau, et les ventes d'électricité Moyenne Tension ont marqué un repli de -2,7%, malgré une reprise observée sur le second semestre.

Les tarifs d'eau, d'électricité et des services d'assainissement liquide ont été revalorisés

La Commission de suivi de la gestion déléguée qui s'est tenue le 5 novembre 2009 a entériné une hausse des tarifs facturés aux usagers, effective à compter du 15 novembre 2009.

Les nouveaux tarifs intègrent d'une part la répercussion, sur les clients de Lydec, de la hausse des prix d'achat d'électricité à l'ONE intervenue le 1^{er} mars 2009, et d'autre part mettent en application les règles de révision tarifaire périodique stipulées dans le contrat de gestion déléguée.

Ils intègrent par ailleurs un mécanisme de compensation : le Reliquat Électricité. Celui-ci compense Lydec du retard d'application de l'ajustement tarifaire (répercussion sur le client final de la hausse des prix de l'ONE) et de la révision économique qui aurait dû intervenir contractuellement dès le 1^{er} juin 2009. Les effets de cette compensation sont comptabilisés sur l'exercice 2009.

Par ailleurs, la déformation de la structure de consommation totale entre segments de clients (industriels, grand public, administrations...) et par tranches de consommation entre 2008 et 2009 a eu un effet globalement favorable sur les prix moyens de vente.

Il en résulte une croissance du chiffre d'affaires plus forte que celle des volumes distribués.

Le dossier du contrôle fiscal a été réglé par la signature d'un protocole d'accord avec la Direction Générale des Impôts le 28 septembre 2009

Lydec, qui a fait l'objet en 2006 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2001 à 2005, a comptabilisé dans ses comptes au cours des exercices précédents, une provision pour risques et charges pour couvrir les rappels d'impôts qui seraient le cas échéant définitivement arrêtés.

Le 28 septembre 2009, Lydec a conclu un protocole d'accord avec la Direction Générale des Impôts qui solde définitivement ce dossier.

Il résulte de cet accord final un impact net de -24 millions dirhams sur le Résultat Net de 2009.

Lydec a corrigé en 2009 son mode de comptabilisation du chiffre d'affaires sur travaux remboursables

Celui-ci est désormais constaté à l'avancement des travaux, et non plus sur la base des factures émises. Il en est résulté la constatation d'une charge non courante de -35 millions de dirhams.



Résultats Financiers

Le Résultat d'Exploitation progresse de +7,2%, plus rapidement que le chiffre d'affaires. Il s'établit à 479 millions de Dh en 2009 contre 447 millions de Dh en 2008

La marge totale est constituée de la marge de distribution (chiffre d'affaires sur ventes de fluides moins prix d'achat aux producteurs) et des autres recettes (location et entretien de compteurs et branchements, marge sur travaux remboursables, peines et soins sur travaux réalisés pour le Fonds de Travaux et les tiers, produits divers).

Elle est favorablement impactée par les effets prix et la croissance des volumes distribués, tandis que la baisse du rendement du réseau d'eau potable et la marge négative sur travaux remboursables notamment, ramènent le taux de croissance global à 6,3%, c'est-à-dire au même niveau que celui du chiffre d'affaires.

Les charges d'exploitation augmentent moins fortement à +3,8%. Elles sont constituées :

- pour 60% des charges de personnel, en hausse de 4% par rapport à 2008 (+2,5% hors effet « année pleine » de la revalorisation de l'indemnité logement intervenue le 1^{er} juillet 2008) ;
- pour 26% des coûts d'exploitation qui diminuent de 3,6% ;
- pour 14% des taxes et redevances à l'Autorité Délégante. Celles-ci ont été revalorisées de 9,7% par rapport à 2008.

Compte d'exploitation en MDh	2008	2009	Évolution annuelle
Chiffre d'affaires	5 033	5 344	6,2%
Marge totale	1 693	1 800	6,3%
Charges d'exploitation	- 973	- 1 010	3,8%
Dotation aux provisions clients	- 29	- 25	
Autres provisions	25	9	
Dotation aux amortissement	- 269	- 295	
Résultat d'exploitation	447	479	7,2%
Résultat financier	- 23	- 30	
Résultat non courant	- 69	- 156	
Impôts sur les bénéfices	- 131	- 72	
Résultat net	223	221	- 1,1%

Les dotations d'exploitation (amortissements et autres provisions) augmentent de 42 millions de dirhams, suite notamment aux mises en service de nouvelles immobilisations.

Le Résultat Financier s'établit à -30 millions de Dh en 2009 contre -23 millions de Dh en 2008

La différence provient des opérations de restructuration du capital de Lydec Services pour -7 millions de dirhams, tandis que l'effet favorable de la diminution du coût de la dette de 3 millions de Dirhams est compensé par une diminution identique des intérêts activés.

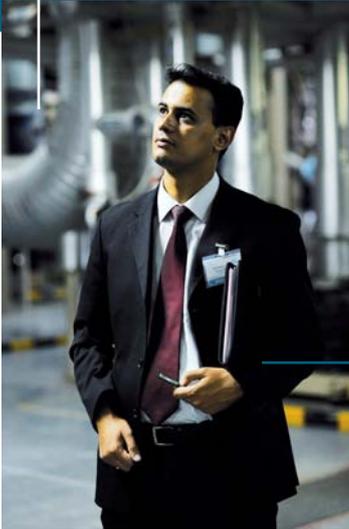
Le Résultat non courant s'établit à -156 millions de Dh

Il intègre notamment la charge nette de redressement fiscal (hors prise en compte de l'économie d'IS sur les redressements relatifs à l'IR et certains redressements de TVA) pour -120 millions de dirhams et l'impact du changement de méthode comptable sur les Travaux Remboursables relatif aux exercices antérieurs pour -35 millions de dirhams.

La charge d'Impôt sur les Sociétés diminue de 59 millions de Dh

Cette diminution résulte de la déductibilité fiscale des redressements relative notamment à l'Impôt sur le Revenu et à certains redressements de TVA pour 97 millions de dirhams. Celle-ci est partiellement compensée par l'augmentation de la base imposable, impactée notamment par la réintégration, plus importante qu'en 2008, de provisions clients qui ne remplissent pas les critères de déductibilité.

Le Résultat Net s'établit à 221 millions de Dh, à un niveau identique à 2008.



Lydec Services sarl

Lydec Services, au capital de 3 176 kDh, est détenue à 100% par Lydec qui est son associé unique.

Elle exerce son activité dans le domaine de la maîtrise d'œuvre et la réalisation de travaux, essentiellement pour des branchements et des petites extensions. Son activité a été interrompue à partir du 1^{er} janvier 2007, année au cours de laquelle ont été terminés les chantiers en cours.

En 2009, Lydec Services a dégagé un résultat net de -1,010 kDh.

Elle a fait l'objet d'une restructuration de son capital par le biais d'une augmentation de 7 500 kDh par prélèvement sur le compte courant d'associé, suivie d'une réduction de capital de 6 324 kDh pour absorber les pertes antérieures.

Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2009 et le rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution du mandat de vérification et de contrôle des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, et après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2009, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2009 tels qu'ils ont été présentés et desquels il résulte un bénéfice net de 220 538 177,50 dirhams, ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

Deuxième résolution : Approbation s'il y a lieu du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Troisième résolution : Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2009 ainsi qu'il suit :

• soit bénéfice net de l'exercice 2009	Dh + 220 538 177,50
• 5% à la réserve légale	Dh - 11 026 908,88
• solde	Dh + 209 511 268,63
• report à nouveau	Dh + 225 650 459,71
• bénéfice distribuable	Dh + 435 161 728,34
• à distribuer à titre de dividendes	
à raison de 18 Dh par action	Dh - 144 000 000,00
• solde affecté en report à nouveau soit	Dh + 291 161 728,34

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 18 juin 2010.

Quatrième résolution : Quitus s'il y a lieu aux administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2009.

Cinquième résolution : Quitus s'il y a lieu aux commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au cabinet Masnaoui, Mazars et Guérard représenté par Monsieur Abdou DIOP et au Cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Bachir TAZI de leur mandat de Commissaire aux comptes pour l'exercice 2009.

Sixième résolution : Renouvellement du mandat des commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat du cabinet Masnaoui, Mazars et Guérard représenté par Monsieur Abdou DIOP qui accepte, pour les exercices 2010 ; 2011 et 2012.

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat au cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Bachir TAZI qui accepte, pour les exercices 2010 ; 2011 et 2012.

Septième résolution : Pouvoirs en vue de formalités légales

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Monsieur Alain PERRET de nationalité française, né le 18 mars 1946 à Orange Vaucluse, demeurant à Casablanca 6 rue des Tilleuls, titulaire de la carte de séjour n° BE 320715, et à toute personne qu'il substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire du 31 mai 2007, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse, ci-joints, de la société Lydec au 31 décembre 2009, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 1 305 643 924,54 compte tenu d'un bénéfice net de MAD 220 538 177,50.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Casablanca, le 17 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI - Associé



MAZARS MASNAOUI
Abdou DIOP - Associé



Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société Lydec au 31 décembre 2009 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2009 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004.

Par ailleurs, il convient de noter que les éléments suivants ont eu une incidence sur les comptes de 2009 :

- Comme précisé à la note B15 de l'ETIC, la société a conclu en septembre 2009 un protocole d'accord avec la Direction générale des impôts au titre du contrôle fiscal des exercices 2001 à 2005. Le montant total d'impôts à payer par la Lydec, pour la part lui revenant, est de MMAD 407. L'impact sur le résultat de l'exercice 2009 est une charge complémentaire de MMAD 24.
- Comme cela est décrit dans la note A1 de l'ETIC, la société a régularisé en 2009, à juste titre, le mode de comptabilisation de son chiffre d'affaires sur les ventes de travaux en appliquant la méthode à l'avancement. Il en résulte la constatation d'une charge sur exercices précédents de MMAD 35 avant impôts qui minore le résultat de 2009 d'autant.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009

En application de la loi 20-05 modifiant et complétant la loi 17-95 relatives aux sociétés anonymes, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi et préalablement autorisées par votre conseil d'administration :

1. Conventions conclues au cours de l'exercice

1.1. Convention d'arrangement et de Conseil Financier entre Lydec d'une part, et CDG Capital, BMCE Bank et BMCE Capital Conseil, d'autre part

Administrateur concerné

Fipar Holding représentée par M. Rachid LAAZIRI

Nature, objet et modalités

Par cette convention de conseil financier en vue de la levée de fonds par Lydec, signée le 14 mai 2009, Lydec a été facturée par CDG Capital et BMCE Capital Conseil, d'un montant de KMAD 400 au titre des prestations réalisées par les deux banques de conseil en 2009. Cette convention a été soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

1.2. Conventions de mise à disposition de personnel avec SUEZ ENVIRONNEMENT et GDF SUEZ Énergie Services

Administrateurs concernés

SUEZ ENVIRONNEMENT représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

GDF Énergie Services représentée par M. Philippe RUEF.

Nature, objet et modalités

Lydec a signé le 17 décembre 2008, deux conventions de mise à disposition, l'une avec SUEZ ENVIRONNEMENT, l'autre avec GDF SUEZ Énergie Services. Ces deux conventions ont pour objet de définir les conditions générales dans lesquelles ces sociétés ou l'une de leur filiale acceptent de mettre du personnel expatrié à la disposition de Lydec, à la demande de cette dernière.

Lydec a été facturée par SUEZ ENVIRONNEMENT et a provisionné dans ses comptes un montant de KMAD 14 577, au titre de l'exercice 2009. Lydec a été facturée par GDF SUEZ Énergie Services et a provisionné dans ces comptes un montant de KMAD 3 905, au titre de l'exercice 2009. Cette convention a été soumise à l'autorisation du Conseil d'Administration.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exercice s'est poursuivi durant l'exercice

2.1. Contrat de Gouvernance et d'Assistance Technique et Opérationnelle avec SUEZ ENVIRONNEMENT

Administrateur concerné

SUEZ ENVIRONNEMENT représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

Nature, objet et modalités

Par cette convention, entre Lydec et SUEZ ENVIRONNEMENT, Lydec a été facturée par SUEZ ENVIRONNEMENT et a provisionné dans ses comptes, un montant de KMAD 13 105 au titre de l'exercice 2009.

2.2. Avenant N° 2 à la convention de Prestations de Services entre Lydec et Fipar Holding

Administrateur concerné

Fipar Holding représentée par M. Rachid LAAZIRI.

Nature, objet et modalités

Par cette convention, Lydec a été facturée par Fipar Holding et a provisionné dans ses comptes, un montant de KMAD 2 117 au titre de l'exercice 2009.

2.3. Avenant N°2 à la convention de Prestations de Services entre Lydec et RMA Watanya

Administrateur concerné

RMA Watanya représentée par M. Zouhair BENSAID.

Nature, objet et modalités

Par cette convention, Lydec a été facturée par RMA Watanya et a provisionné dans ses comptes, un montant de KMAD 2 117 au titre de l'exercice 2009.

2.4 Convention de location de la propriété dite « Villa Altagracia Hovel » par Elyo à Lydec

Administrateur concerné

GDF Énergie Services représentée par M. Philippe RUEF.

Nature, objet et modalités

Elyo, devenue SUEZ Énergie Services, société du Groupe SUEZ, et actionnaire au sein de Lydec, a donné en location à cette dernière, en vertu d'une convention signée entre les deux sociétés le 30 octobre 2001, la totalité de la propriété Villa Altagracia Hovel, située au 163, Avenue Hassan 1^{er}, Casablanca, pour une durée ferme de quatre ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, moyennant un loyer annuel de KMAD 6 000 en 2009. Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

2.5 Convention de prestations informatiques et télécoms avec Sita El Beida

Administrateur concerné

SUEZ ENVIRONNEMENT représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

Nature, objet et modalités

Par cette convention, signée le 2 janvier 2006, la Direction des Systèmes Informatiques de Lydec rend des prestations informatiques et Telecom ponctuelles à Sita El Beida. Lydec a facturé KMAD 106,6 sur l'exercice 2009. Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

2.6 Convention pour l'entretien de matériel entre le Centre de Maintenance des Engins Spéciaux de Lydec et Sita El Beida

Administrateur concerné

SUEZ ENVIRONNEMENT représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

Nature, objet et modalités

Cette convention, conclue le 1^{er} mars 2005, a pour objet de définir les conditions techniques et financières de la maintenance, la réparation ou la remise en état sur site ou en atelier du matériel roulant de Sita El Beida. Cette convention prévoit également la mise à disposition par Sita El Beida du personnel à Lydec.

En l'absence de prestations rendues, cette convention n'a donné lieu à aucune facturation ou provision en 2009. Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

2.7 Convention de prestations informatiques et télécoms avec SEOER

Administrateur concerné

SUEZ ENVIRONNEMENT représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

Nature, objet et modalités

Par cette convention signée le 31 décembre 2002, Lydec a facturé KMAD 146,4 sur l'exercice 2009. Cette convention n'a pas été préalablement soumise à l'approbation du Conseil d'Administration.

Casablanca, le 17 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI - Associé

MAZARS MASNAOUI
Abdou DIOP - Associé

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Bilan actif en Dh

	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
I. A - ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE CONCÉDÉ	12 440 760 018,67	6 233 794 512,15	6 206 965 506,52	6 056 836 299,42
Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	3 750 246 849,52	751 067 491,26	1 012 576 906,88
Immobilisations financées par fonds de travaux	1 162 820 203,89	415 884 134,08	746 936 069,81	689 459 942,18
Immobilisations financées par Lydec	3 526 995 673,74	1 310 447 241,28	2 216 548 432,46	2 019 007 137,39
Immobilisations financées par les tiers	915 090 617,90	435 557 374,89	479 533 243,01	451 119 623,72
Immobilisations reçues gratuitement	1 241 566 928,87	321 658 912,38	919 908 016,49	884 948 827,83
Immobilisations en cours				
Immob. en cours financées par fonds de travaux	303 786 461,98		303 786 461,98	224 131 986,50
Immob. en cours financées par Lydec	460 055 940,99		460 055 940,99	490 193 251,34
Immob. en cours financées par les tiers	147 594 601,71		147 594 601,71	106 769 651,09
Fonds de retraite	181 535 248,81		181 535 248,81	178 628 972,49
I. B - ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE PRIVÉ	4 861 014 471,19	2 084 540 690,74	2 776 473 780,45	2 623 281 161,28
Immobilisations en non valeur	378 803 214,17	347 431 940,88	31 371 273,29	36 932 381,90
Frais préliminaires	63 754 777,49	63 754 777,49	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	315 048 436,68	283 677 163,39	31 371 273,29	36 932 381,90
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	4 049 148 514,14	1 362 544 789,22	2 686 603 724,92	2 515 803 407,76
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	61 548 552,80	47 686 126,06	13 862 426,74	8 598 871,35
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immob. incorporelles (financement délégataire)	3 987 051 614,73	1 314 310 316,55	2 672 741 298,18	2 507 204 536,41
Immobilisations corporelles	426 788 732,50	371 387 960,64	55 400 771,86	67 223 271,22
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	885 818,25	263 347,16	283 246,99
Matériel et outillage	167 716 054,63	143 491 744,64	24 224 309,99	25 440 931,51
Matériel de transport	45 007 144,51	40 003 570,07	5 003 574,44	5 328 524,56
Matériel mobilier de bureau	39 784 984,21	36 917 003,98	2 867 980,23	3 865 853,72
Matériel informatique	159 010 712,70	136 307 890,38	22 702 822,32	31 613 598,16
Autres immobilisations corporelles	14 120 671,04	13 781 933,32	338 737,72	691 116,28
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	6 274 010,38	3 176 000,00	3 098 010,38	3 322 100,40
Prêts et créances immobilisés	3 098 010,38	-	3 098 010,38	3 322 100,40
Titres de participation	3 176 000,00	3 176 000,00	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	-
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISÉ DC & DP	17 301 774 489,86	8 318 335 202,89	8 983 439 286,97	8 680 117 460,70
II. ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)				
Stocks (F)	52 518 983,32	4 457 281,10	48 061 702,22	49 845 428,35
Matières et fournitures consommables	52 518 983,32	4 457 281,10	48 061 702,22	49 845 428,35
Créances de l'actif circulant (G)	2 525 421 334,82	203 162 446,11	2 322 258 888,71	2 491 897 976,24
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	11 676 188,21		11 676 188,21	9 403 367,50
Clients et comptes rattachés	1 693 481 882,68	203 162 446,11	1 490 319 436,57	1 637 537 876,05
Personnel débiteur	79 912 216,55	-	79 912 216,55	72 380 084,46
Etat débiteur	315 404 343,54	-	315 404 343,54	337 570 737,40
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	412 238 623,51	-	412 238 623,51	414 576 402,69
Comptes de régularisation actif	12 708 080,33	-	12 708 080,33	20 429 508,14
Titres et valeurs de placement (H)	-	-	-	41 295 533,05
Bons du Trésor (fonds de travaux)	-	-	-	-
Placements Lydec	-	-	-	41 295 533,05
Ecarts de conversion actif circulant (I)	15 952,20	-	15 952,20	10 561,05
(Eléments circulants)	-	-	-	-
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	2 577 956 270,34	207 619 727,21	2 370 336 543,13	2 583 049 498,69
III. TRÉSORERIE - ACTIF				
Chèques et valeurs à encaisser	171 590 492,82	-	171 590 492,82	48 715 366,08
Compte trésorerie fonds de travaux	25 029 983,70	-	25 029 983,70	3 698 393,28
Compte trésorerie PIN	2 296 540,12	-	2 296 540,12	2 239 046,50
Compte trésorerie INMAA	49 757,27	-	49 757,27	3 119 046,40
Banques	371 304 163,75	-	371 304 163,75	566 574 214,77
Caisses	133 610,40	-	133 610,40	198 418,92
TOTAL III - TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	570 404 548,06	-	570 404 548,06	624 544 485,95
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	20 450 135 308,26	8 525 954 930,10	11 924 180 378,16	11 887 711 445,34

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Bilan passif en Dh

	Exercice Montant net	Exercice précédent Montant net
I. DROITS DE L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE (I)	6 206 965 506,52	6 056 836 299,42
Financement fonds de travaux	5 967 921 006,65	5 756 110 985,83
Amortissement financement fonds de travaux	- 4 166 130 983,60	- 3 829 942 150,27
Financement délégataire	3 987 051 614,73	3 571 082 855,95
Amortissement financement délégataire	- 1 310 447 241,28	- 1 061 882 467,22
Financement tiers	2 304 252 148,48	2 064 822 467,90
Amortissement financement tiers	- 757 216 287,27	- 621 984 365,26
Fonds de retraite	181 535 248,81	178 628 972,49
Dettes de l'Autorité Délégante / RCAR	1 142 967 389,00	1 142 967 389,00
RCAR	- 1 142 967 389,00	- 1 142 967 389,00
Capitaux propres (A)		
Capital social	800 000 000,00	800 000 000,00
dont capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves légales	59 455 287,33	48 287 189,44
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	225 650 459,71	157 456 599,87
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	220 538 177,50	223 361 957,73
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 305 643 924,54	1 229 105 747,04
Capitaux propres assimilés (B)	-	-
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Comptes de liaison	-	-
Dettes de financement (C)	733 482 703,47	855 456 032,70
Emprunts obligataires	-	-
Emprunts commerciaux	449 075 647,26	586 184 899,43
Dépôts de garantie clientèle	284 407 056,21	269 271 133,27
Provisions durables pour risques et charges (D)	-	-
Ecarts de conversion passif (E)	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	8 246 092 134,53	8 141 398 079,16
II. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)		
Dettes passif circulant (F)	3 164 205 978,24	2 891 600 091,19
Fournisseurs et comptes rattachés	1 536 209 445,94	1 593 723 853,22
Clients créditeurs, avances et acomptes	143 431 688,21	165 894 947,19
Personnel	45 175 442,26	44 280 332,60
Organismes sociaux	315 619 564,23	339 533 264,30
Etat	923 696 785,40	465 177 385,33
Comptes d'associés créditeurs	-	-
Fonds de travaux	1 448 691,61	102 120 081,58
Autres créanciers	134 829 860,77	167 499 908,88
Comptes de régularisation passif	63 794 499,82	13 370 318,09
Autres provisions pour risques et charges (G)	17 197 893,61	307 544 732,29
Ecarts de conversion passif circulant (H)	15,13	282 809,44
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F+G+H)	3 181 403 886,98	3 199 427 632,92
III. TRÉSORERIE - PASSIF		
Banques (soldes créditeurs)	496 684 356,65	546 885 733,26
TOTAL III - TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	496 684 356,65	546 885 733,26
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	11 924 180 378,16	11 887 711 445,34

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Compte de Produits et Charges (hors taxes) en Dh

	Opérations		Totaux de l'exercice (3) = (1)+(2)	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
I. PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises (en l'état)	4 860 837 270,18	-	4 860 837 270,18	4 591 226 341,86
Ventes de biens et services	483 626 213,38	-	483 626 213,38	441 337 918,98
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immob. produites par l'entreprise pour elle-même	134 328 507,06	-	134 328 507,06	138 917 850,22
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	225 774 349,04	-	225 774 349,04	71 548 016,93
TOTAL I	5 704 566 339,66	-	5 704 566 339,66	5 243 030 127,99
II. CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats revendus de marchandises	3 261 665 493,70	-	3 261 665 493,70	3 144 020 188,04
Achats consommés de matières et fournitures	576 108 172,77	-	576 108 172,77	510 951 740,42
Autres charges externes	231 454 730,15	-	231 454 730,15	208 462 178,41
Impôts et taxes	7 473 671,33	-	7 473 671,33	12 699 678,97
Charges de personnel	628 023 254,04	-	628 023 254,04	589 775 876,53
Autres charges d'exploitation	13 279 460,25	-	13 279 460,25	19 169 654,21
Dotations d'exploitation	507 512 479,86	-	507 512 479,86	311 012 602,16
TOTAL II	5 225 517 262,10	-	5 225 517 262,10	4 796 091 918,74
III. RÉSULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)			479 049 077,56	446 938 209,25
IV. PRODUITS FINANCIERS				
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	927 397,23	-	927 397,23	378 584,97
Intérêts et autres produits financiers	3 740 420,50	-	3 740 420,50	2 277 792,60
Reprises financières : transfert de charges	12 716 075,11	-	12 716 075,11	17 547 462,55
TOTAL IV	17 383 892,84	-	17 383 892,84	20 203 840,12
V. CHARGES FINANCIÈRES				
Charges d'intérêts	37 502 189,44	-	37 502 189,44	40 915 623,62
Perte de change	371 781,57	-	371 781,57	444 329,89
Autres charges financières	6 346 766,23	-	6 346 766,23	-
Dotations financières	3 191 952,20	-	3 191 952,20	2 093 359,61
TOTAL V	47 412 689,44	-	47 412 689,44	43 453 313,12
VI. RÉSULTAT FINANCIER VI = (IV-V)			- 30 028 796,60	- 23 249 473,00
VII. RÉSULTAT COURANT VII = (III+V)			449 020 280,96	423 688 736,25
VIII. PRODUITS NON COURANTS				
Produits des cessions d'immobilisations	42 489,65	-	42 489,65	19 785,00
Subvention d'équilibre	-	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	1 599 819,92	- 20 225 581,92	- 18 625 762,00	4 629 156,18
Reprises non courantes : transferts de charges	286 510 827,75	-	286 510 827,75	-
TOTAL VIII	288 153 137,32	- 20 225 581,92	267 927 555,40	4 648 941,18
IX. CHARGES NON COURANTES				
Valeurs nettes d'amortissements des immob. cédées	28 050,40	-	28 050,40	4 430,47
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	412 023 545,59	7 168 534,28	419 192 079,87	52 990 314,41
Dotat. non courantes aux amort. et aux provisions	5 169 821,00	-	5 169 821,00	21 100 000,00
TOTAL IX	417 221 416,99	7 168 534,28	424 389 951,27	74 094 744,88
X. RÉSULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)			- 156 462 395,87	- 69 445 803,70
XI. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS XI = (VII-X)			292 557 885,09	354 242 932,55
XII. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	72 019 707,59		72 019 707,59	130 880 974,82
XIII. RÉSULTAT NET (XI-XII)			220 538 177,50	223 361 957,73
XIV. TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			5 989 877 787,90	5 267 882 909,29
XV. TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)			5 769 339 610,40	5 044 520 951,56
XVI. RÉSULTAT NET (total des produits-total des charges)			220 538 177,50	223 361 957,73

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

État des soldes de gestion (ESG) en Dh

		Exercice	Exercice précédent
TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS (TFR)			
1	+ Ventes de fluides	4 860 837 270,18	4 591 226 341,86
2	- Achats de fluides	3 261 665 493,70	3 144 020 188,04
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT	1 599 171 776,48	1 447 206 153,82
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	617 954 720,44	580 255 769,20
3	Ventes de biens et services produits	483 626 213,38	441 337 918,98
4	Variation de stocks	-	-
5	Immobilisations produites	134 328 507,06	138 917 850,22
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	807 652 902,92	719 413 918,83
6	Achats consommés de matières et fournitures	576 108 172,77	510 951 740,42
7	Autres charges externes	231 544 730,15	208 462 178,41
IV	= VALEUR AJOUTÉE (I+II-III)	1 409 473 594,00	1 308 048 004,19
8	+ Subventions d'exploitation reçues	-	-
9	- Impôts et taxes	7 473 671,33	12 699 678,97
10	- Charges de personnel	628 023 254,04	589 775 876,53
V	= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	773 976 668,63	705 572 448,69
	= Insuffisance brute d'exploitation (IBE)	-	-
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	13 189 460,25	19 169 654,21
13	+ Reprises d'exploitation : transfert de charges	225 774 349,04	71 548 016,93
14	- Dotations d'exploitation	507 512 479,86	311 012 602,16
VI	= RÉSULTAT D'EXPLOITATION	479 049 077,56	446 938 209,25
VII	RÉSULTAT FINANCIER	- 30 028 796,60	- 23 249 473,00
VIII	= RÉSULTAT COURANT	449 020 280,96	423 688 736,25
IX	RÉSULTAT NON COURANT	- 156 462 395,87	- 69 445 803,70
15	- Impôts sur les sociétés	72 019 707,59	130 880 974,82
X	= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	220 538 177,50	223 361 957,73
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF)			
1	Résultat net de l'exercice		
	Bénéfice +	220 538 177,50	223 361 957,73
	Perte -	-	-
2	+ Dotations d'exploitation	295 204 843,40	269 203 324,24
3	+ Dotations financières	3 176 000,00	2 000 000,00
4	+ Dotations non courantes	-	-
5	- Reprises d'exploitation	-	-
6	- Reprises financières	- 2 000 000,00	-
7	- Reprises non courantes	-	-
8	- Produits des cessions d'immobilisations	- 42 489,65	19 785,00
9	+ Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	28 050,40	4 430,47
I	CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	516 904 581,65	494 549 927,44
10	Distribution de bénéfices	144 000 000,00	100 000 000,00
II	AUTOFINANCEMENT	372 904 581,65	394 549 927,44

Tableau des titres de participation en Dh

EXTRAIT DES DERNIERS ÉTATS DE SYNTHÈSE DE LA SOCIÉTÉ ÉMETTRICE

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social en DH	Particip. au capital	Prix d'acquisition global en DH	Valeur nette comptable	Date de clôture	Situation nette	Résultat net	Prod. d'exploitation inscrits au CPC de l'exercice
Lydec Services	Travaux eau, assainissement, électricité	3 176 000,00	100%	100	0,00	31-déc.-2009	-2 289 498,82	-1 010 048,70	108 303,50

Passif éventuels

Il est rappelé que Lydec, qui avait fait l'objet en 2006 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2001 à 2005, avait comptabilisé dans ses comptes, au cours des exercices antérieurs, une provision pour risques et charges destinée à couvrir les rappels d'impôts qui seraient le cas échéant définitivement arrêtés. Le 28 septembre 2009, Lydec a conclu un protocole d'accord avec la Direction Générale des Impôts qui solde définitivement ce dossier. Le montant total d'impôts à payer par Lydec, pour la part lui revenant, s'élève à 407 millions de dirhams. L'impact sur le résultat de l'exercice 2009 est une charge complémentaire de 24 millions de dirhams. Le règlement des rappels d'impôts s'effectuera en 2010.

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Tableau de financement de l'exercice en Dh

	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variation a - b	
			Emplois	Ressources
SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN				
Financement permanent	8 246 092 134,53	8 141 398 079,16	-	104 694 055,37
Actif immobilisé	8 983 439 286,97	8 680 117 460,70	303 321 826,27	-
FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (A)	- 737 347 152,44	- 538 719 381,54	198 627 770,90	-
Actif circulant	2 370 336 543,13	2 583 049 498,69	-	212 712 955,56
Passif circulant	3 181 403 886,98	3 199 427 632,92	18 023 745,94	-
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B)	- 811 067 343,85	- 616 378 134,23	-	194 689 209,62
TRESORERIE NETTE (A-B)	73 720 191,41	77 658 752,69	-	3 938 561,28

	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
EMPLOIS ET RESSOURCES				
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
Autofinancement (A)	-	372 904 581,65	-	394 549 927,44
Capacité d'autofinancement	-	516 904 581,65	-	494 549 927,44
Distribution de bénéfices	-	- 144 000 000,00	-	- 100 000 000,00
Cession et réduction d'immobilisation (B)	-	6 590 579,67	-	55 606,11
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	42 489,65	-	19 785,00
Cession d'immobilisations financières	-	6 548 090,02	-	35 821,11
Récupération sur créances immobilisées	-	-	-	-
Augmentation des capitaux propres assimilés (C)	-	-	-	-
Augmentation du capital	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement (D)	-	42 725 184,10	-	46 804 693,76
Dépôts de garantie	-	42 725 184,10	-	46 804 693,76
Emprunt à long terme	-	-	-	-
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	-	422 220 345,42	-	441 410 227,31
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
Acquisition, augmentation d'immob. (E)	443 426 191,54	-	405 030 516,84	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	11 733 887,96	-	29 381 264,45	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	424 192 303,58	-	375 649 252,39	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	7 500 000,00	-	-	-
Remboursement des capitaux propres (F)	-	-	-	-
Remb. des dettes de financement (G)	164 698 513,34	-	167 302 108,22	-
Dépôts de garantie	27 589 261,16	-	30 192 856,04	-
Emprunt à long terme	137 109 252,18	-	137 109 252,18	-
Acquisition d'immob. en non valeur (H)	12 723 411,45	-	14 490 728,39	-
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	620 848 116,33	-	586 823 353,45	-
III. Variation besoin de financement global	-	194 689 209,63	-	17 213 330,44
IV. Variation de la trésorerie	-	3 938 561,28	-	162 626 456,58
TOTAL GÉNÉRAL	620 848 116,33	620 848 116,33	604 036 683,89	604 036 683,89

État des dérogations en Dh

INDICATION DES DÉROGATIONS	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II - Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		
III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		
	NÉANT	

État des changement de méthodes en Dh

NATURE DES CHANGEMENTS	Justification des changements	Influence des changements sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I - Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II - Changements affectant les modalités d'application		
- Provision pour dépréciation des créances clients		
	NÉANT	

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Tableau des immobilisations autres que financières en Dh

Désignation	Montant brut début de l'exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	Prod. par l'entreprise	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOB. DOMAINE CONCÉDÉ	11 392 016 309,68	867 208 460,18	-	609 912 315,81	-	-	609 912 315,81	12 259 224 769,86
Immob. gestion déléguée terminées	10 570 921 420,75	166 954 028,62	-	609 912 315,81	-	-	-	-
Immob. gestion déléguée en cours	821 094 888,93	700 254 431,56	-	-	-	-	609 912 315,81	-
IMMOB. EN NON VALEURS	366 079 802,72	12 723 411,45	-	-	-	-	-	378 803 214,17
Frais préliminaires	63 754 777,49	-	-	-	-	-	-	63 754 777,49
Autres charges à répartir	613 368,68	-	-	-	-	-	-	613 368,68
Charges à répartir sur plusieurs exercices	301 711 656,55	12 723 411,45	-	-	-	-	-	314 435 068,00
IMMOB. INCORPORELLES	3 624 956 210,56	424 192 303,58	-	419 200 155,70	-	-	- 419 200 155,70	4 049 148 514,14
Immob. en recherche et développement	548 346,61	-	-	-	-	-	-	548 346,61
Brevets, marques	53 325 008,00	8 223 544,80	-	-	-	-	-	61 548 552,80
Autres immob. incorporelles (financ. Lydec)	3 571 082 855,95	415 968 758,78	-	419 200 155,70	-	-	- 419 200 155,70	4 825 451 926,13
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	415 251 409,35	11 733 887,96	-	- 196 564,81	-	-	-	426 788 732,50
Terrain	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	-	-	-	-	-	-	1 149 165,41
Ins. techniques, matériel et outillage	158 674 390,43	9 041 664,20	-	-	-	-	-	167 716 054,63
Matériel de transport	44 284 838,33	793 669,37	-	- 71 363,19	-	-	-	45 007 144,51
Mobilier, matériel de bureau	39 370 095,00	414 889,21	-	-	-	-	-	39 784 984,21
Matériel informatique	157 672 002,15	1 463 912,17	-	- 125 201,62	-	-	-	159 010 712,70
Autres immobilisations incorporelles	14 100 918,03	19 753,01	-	-	-	-	-	14 120 671,04
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, par rubrique et par type de mouvement

Tableau des amortissements en Dh

	Cumul début exercice (1)	Dotations de l'exercice (2)	Amort sur immob sorties (3)	Cumul d'amort fin exercice (4) = (1)+(2)-(3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	329 147 420,82	18 284 520,06	-	347 431 940,88
Charges à répartir sur plusieurs exercices	63 754 777,49	-	-	63 754 777,49
Charges à répartir sur honoraires	264 779 274,65	18 284 520,06	-	283 063 794,71
Autres charges à répartir	613 368,68	-	-	613 368,68
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 109 152 803,25	253 391 986,42	-	1 362 544 789,67
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	-	-	548 346,61
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	44 726 137,10	2 959 989,41	-	47 686 126,51
Immobilisations financement Lydec domaine délégué	1 063 878 319,54	250 431 997,01	-	1 314 310 316,55
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	348 028 138,13	23 528 336,92	168 514,41	371 387 960,64
Terrains	-	-	-	-
Constructions	865 918,42	19 899,83	-	885 818,25
Installations techniques, matériel et outillage	133 233 458,92	10 258 285,72	-	143 491 744,64
Matériel de transport	38 956 313,77	1 118 619,49	71 363,19	40 003 570,07
Matériel informatique	126 058 403,99	10 249 486,39	-	136 307 890,38
Mobilier, matériel de bureau	35 504 241,28	1 509 913,92	97 151,22	36 917 003,98
Agencement, installation et aménagement	13 409 801,75	372 131,57	-	13 781 933,32
TOTAL	1 786 328 362,20	295 204 843,40	168 514,41	2 081 364 691,19

Tableau des provisions en Dh

Nature	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-	
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
3. Provisions durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	
SOUS TOTAL (A)	-	-	-	-	-	-	-	
4. Prov. pour dépréciation de l'actif circulant (hors trés.)	195 811 876,41	207 619 727,21	-	-	195 811 876,41	-	207 619 727,21	
5. Autres provisions pour risques et charges	307 544 732,29	4 687 909,25	15 952,20	5 169 821,00	13 616 333,77	93 359,61	286 510 827,75	
6. Prov. pour dépréciation des comptes de trés.	-	-	-	-	-	-	-	
SOUS TOTAL (B)	503 356 608,70	212 307 636,46	15 952,20	5 169 821,00	209 428 210,18	93 359,61	224 817 620,82	
TOTAL (A+B)	503 356 608,70	212 307 636,46	15 952,20	5 169 821,00	209 428 210,18	93 359,61	224 817 620,82	

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Tableau des créances en Dh

	Analyse par échéance				Autre analyse			Montant représenté par effet
	Total	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues & non recouvrées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	
CRÉANCES								
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	3 098 010,38	3 098 010,38	-	-	-	-	-	-
Prêts immobilisés	3 098 010,38	3 098 010,38	-	-	-	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	2 525 421 334,82	33 332 435,84	1 107 194 680,27	1 384 894 218,71	-	-	-	-
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	11 676 188,21	-	11 676 188,21	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés (*)	1 693 481 882,68	33 332 435,84	678 316 879,60	981 832 567,24	-	-	-	-
Etat	315 404 343,54	-	315 404 343,54	-	-	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	412 238 623,51	-	9 176 972,04	403 061 651,47	-	-	-	-
Personnel	79 912 216,55	-	79 912 216,55	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-actif	12 708 080,33	-	12 708 080,33	-	-	-	-	-

(*) sont considérées échues et non recouvrées les créances antérieures à 2009 (âge > 1 an)

Tableau des dettes en Dh

	Analyse par échéance				Autre analyse			Montant représenté par effet
	Total	Plus d'un an	Moins d'un an	Echues & non payées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	
DETTES								
DU FINANCEMENT	449 075 647,26	311 966 395,07	137 109 252,18	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	449 075 647,26	311 966 395,07	137 109 252,18	-	-	-	-	-
DU PASSIF CIRCULANT	3 164 205 978,24	-	2 847 990 014,06	316 215 964,18	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 536 209 445,94	-	1 520 680 312,54	15 529 133,40	43 344 175,93	-	-	-
Clients créditeurs, avances et acomptes	143 431 688,21	-	143 431 688,21	-	-	-	-	-
Personnel	45 175 442,26	-	45 175 442,26	-	-	-	-	-
Organismes sociaux	315 619 564,23	-	14 932 733,45	300 686 830,78	-	-	-	-
Etat	923 696 785,40	-	923 696 785,40	-	-	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres créanciers	136 278 552,38	-	136 278 552,38	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-passif	63 794 499,82	-	63 794 499,82	-	-	-	-	-

Engagements financiers reçus ou donnés hors opérations de crédit-bail en Dh

	Exercice	Exercice précédent
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Avals et cautions		
Cautions bancaires au profit de l'Autorité Déléguée	104 242 500,00	100 000 000,00
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Impôts	-	107 985 528,22
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	2 101 424,00	-
Cautions bancaires au profit des Eaux et Forêts	7 447,00	-
Cautions bancaires au profit de la société AGTT	2 000 000,00	-
Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires		
Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	369 307 118,68	-
Autres engagements		
Engagements contractuels d'investissements	4 273 235 487,91	-
TOTAL (1)	4 750 893 977,58	207 985 528,22
(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		
	Exercice	Exercice précédent
ENGAGEMENTS RECUS		
Avals et cautions		
Garanties reçues sur contrats	162 802 446,53	-
Autres engagements		
Facilités de crédit non utilisées	646 577 000,00	-
TOTAL (2)	809 379 446,53	-
(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées		

Comptes sociaux au 31 décembre 2009

Tableau des sûretés réelles données ou reçues en Dh

	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2)(3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
TIERS CRÉDITEURS OU TIERS DÉBITEURS					
Sûretés données					
Sûretés reçues					

NÉANT

(1) Gage-hypothèque 2- Nantissement 3- Warrant 4- Autres 5- (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûreté reçues)

Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise en Dh

INDICATION DES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES PAR L'ENTREPRISE

I. ACTIF IMMOBILISÉ

A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE

1. Immobilisations en non valeurs	Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges
2. Immobilisations incorporelles	Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel
3. Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires)
4. Immobilisations financières	Valeur nominale

B - CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissements	Amortissement linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

II. ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)

A - ÉVALUATION À L'ENTRÉE

1. Stocks	Coût d'achat
2. Créances	Valeur nominale
3. Titres et valeurs de placement	Valeur nominale

B - CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Antériorité et nature de l'actif circulant : ancienneté-coupure et résiliation
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation	N/A
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	N/A
3. Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	N/A
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

IV. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques & charges	
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

V. TRÉSORERIE

1. Trésorerie - actif	Valeur nominale
2. Trésorerie - passif	Valeur nominale
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A

VI. ÉCOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES DE TRAVAUX

Lydec a fait évoluer en 2009 son mode de comptabilisation du chiffre d'affaires sur ventes de travaux. Celui-ci est désormais constaté à l'avancement, et non plus sur la base des factures émises. Il en est résulté la constatation d'une charge non courante de 35 millions MAD en 2009.

Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Sur les comptes consolidés au 31 décembre 2009

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Lydec, comprenant le bilan au 31 décembre 2009, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes marocaines. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Casablanca, le 17 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI - Associé



MAZARS MASNAOUI
Abdou DIOP - Associé



Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés de la société Lydec, cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes marocaines telles qu'adoptées par le CNC le 15 juillet 1999.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant :

- Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2009 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004.

Par ailleurs, il convient de noter que les éléments suivants ont eu une incidence sur les comptes de 2009 :

- Comme précisé à la note B15 de l'ETIC, la société a conclu en septembre 2009 un protocole d'accord avec la Direction générale des impôts au titre du contrôle fiscal des exercices 2001 à 2005. Le montant total d'impôts à payer par la Lydec, pour la part lui revenant, est de MMAD 407. L'impact sur le résultat de l'exercice 2009 est une charge complémentaire de MMAD 24.
- Comme cela est décrit dans la note A1 de l'ETIC, la société a régularisé en 2009, à juste titre, le mode de comptabilisation de son chiffre d'affaires sur les ventes de travaux en appliquant la méthode à l'avancement. Il en résulte la constatation d'une charge sur exercices précédents de MMAD 35 avant impôts qui minore le résultat de 2009 d'autant.

Principes de consolidation

I - Périmètre et modalité de consolidation

Au 31 décembre 2009, le périmètre de consolidation de Lydec SA est composé de :

- Lydec S.A., société consolidante ;
- Lydec Services SARL, filiale à 100%.

Le périmètre de consolidation n'a pas connu de variation en 2009.

La filiale Lydec Services est sous contrôle exclusif de Lydec S.A. et, de ce fait, a fait l'objet d'une consolidation directe et par application de la méthode d'intégration globale.

II - Règles de consolidation

■ Méthodes d'évaluation et de présentation :

Les comptes individuels des sociétés consolidées sont établis conformément aux dispositions de la loi comptable marocaine n°9/88.

Les retraitements de consolidation sont effectués suivant la méthodologie préconisée par le Conseil National de la Comptabilité, dans son Avis n°5 émis le 26/05/2005.

■ Principaux retraitements :

1 - Élimination des opérations intragroupe :

les opérations entre les sociétés intégrées sont éliminées du bilan et du compte de produits et charges consolidés.

2 - Traitement des immobilisations en non valeurs :

Lydec S.A. a pris pour option de maintenir les immobilisations en non valeurs dans les comptes consolidés. Elles sont constituées essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices.

3 - Élimination de la marge interne sur immobilisations :

les marges internes sur les acquisitions d'immobilisations intragroupe sont annulées dans les comptes consolidés.

4 - Annulation des provisions pour risques et charges :

les provisions pour risques et charges enregistrées dans les comptes sociaux de Lydec S.A. pour couvrir le risque des pertes futures de sa filiale ont été annulées dans les comptes consolidés.

5 - Impôts différés :

les impôts différés constatés au bilan sont relatifs aux retraitements de consolidation.

III - Comparabilité des comptes

Les principes et méthodes de consolidation retenus pour l'exercice 2009 sont les mêmes que ceux retenus pour l'exercice précédent.

IV - Éléments significatifs de l'exercice 2009

Le périmètre de consolidation comprend Lydec SA et sa filiale Lydec Services détenue à 100%. Celle-ci a arrêté son activité début 2008. Les comptes consolidés n'apportent par conséquent pas d'information à caractère significatif par rapport aux comptes sociaux de Lydec S.A.

Les volumes distribués progressent de 3,1% sur l'eau et de 1,8% sur l'électricité en 2009

La performance financière de Lydec en 2009 s'inscrit dans le contexte d'un environnement économique contrasté qui a pesé sur son activité en particulier au premier semestre. Alors que la consommation à usage domestique est restée soutenue sur l'ensemble de l'année, tant sur l'eau que sur l'électricité, avec des volumes vendus en progression respectivement de +5,2% et +5,4%, celle des industriels s'est contractée de -2,1% pour l'eau, et les ventes d'électricité Moyenne Tension ont marqué un repli de -2,7%, malgré une reprise observée sur le second semestre.

Les tarifs d'eau, d'électricité et des services d'assainissement liquide ont été revalorisés

La Commission Technique de Suivi qui s'est tenue le 5 novembre 2009 a entériné une hausse des tarifs facturés aux usagers, effective à compter du 15 novembre 2009.

Les nouveaux tarifs intègrent d'une part la répercussion, sur les clients de Lydec, de la hausse des prix d'achat d'électricité à l'ONE intervenue le 1er mars 2009, et d'autre part mettent en application les règles de révision tarifaire périodique stipulées dans le Contrat de Gestion Déléguée.

Ils intègrent par ailleurs un mécanisme de compensation : le Reliquat Électricité. Celui-ci indemnise Lydec contre le retard d'application de l'ajustement tarifaire (répercussion sur le client final de la hausse des prix de l'ONE) et de la révision économique qui aurait dû intervenir contractuellement dès le 1er juin 2009. Les effets de cette compensation sont comptabilisés sur l'exercice 2009.

Par ailleurs, la déformation de la structure de consommation totale entre segments de clients (industriels, grand public, administrations...) et par tranches de consommation entre 2008 et 2009 a eu un effet globalement favorable sur les prix moyens de vente.

Il en résulte une croissance du chiffre d'affaires plus forte que celle des volumes distribués.

Le dossier du contrôle fiscal a été réglé par la signature d'un protocole d'accord avec la Direction Générale des Impôts le 28 septembre 2009

Lydec, qui a fait l'objet en 2006 d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 2001 à 2005, a comptabilisé dans ses comptes au cours des exercices précédents, une provision pour risques et charges pour couvrir les rappels d'impôts qui seraient le cas échéant définitivement arrêtés.

Le 28 septembre 2009, Lydec a conclu un protocole d'accord avec la Direction Générale des Impôts qui solde définitivement ce dossier. Il résulte de cet accord final un impact net de -24 millions de dirhams sur le Résultat Net de 2009.

Lydec a corrigé en 2009 son mode de comptabilisation du chiffre d'affaires sur travaux remboursables

Celui-ci est désormais constaté à l'avancement des travaux, et non plus sur la base des factures émises. Il en est résulté la constatation d'une charge non courante de -35 millions de dirhams.

Comptes consolidés au 31 décembre 2009

Bilan actif en Dh

ACTIF	Exercice	Exercice précédent
	Montant net	Montant net
I. ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE CONCÉDÉ (DC)	6 206 965 506,52	6 056 836 299,42
ACTIF IMMOBILISÉ DOMAINE PRIVÉ (DP)	2 774 486 575,41	2 621 308 356,24
Immobilisations en non valeur	31 371 273,29	36 946 781,90
Immobilisations incorporelles	2 684 616 519,88	2 513 816 202,72
Immobilisations corporelles	55 400 771,86	67 223 271,22
Immobilisations financières	3 098 010,38	3 322 100,40
Ecart de conversion	-	-
II. ACTIF IMMOBILISÉ DC & DP	8 981 452 081,93	8 678 144 655,66
Stocks (F)	48 061 702,22	49 901 141,35
Clients et comptes rattachés	1 490 319 436,57	1 626 645 661,54
Autres créances et comptes de régularisation	837 391 531,87	854 952 604,80
Valeurs mobilières de placement	-	41 295 533,05
III. ACTIF CIRCULANT	2 375 772 670,66	2 572 794 940,74
IV. DISPONIBILITÉS	571 999 225,20	625 052 832,33
TOTAL DE L'ACTIF	11 929 223 977,79	11 875 992 428,73

Bilan passif en Dh

PASSIF	Exercice	Exercice précédent
	Montant net	Montant net
I. DROITS DE L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	6 206 965 506,52	6 056 836 299,42
II. CAPITAUX PROPRES	1 309 489 599,50	1 225 877 120,81
Capital social	800 000 000,00	800 000 000,00
Primes	-	-
Réserves et résultats consolidés	509 489 599,50	425 877 120,81
Autres	-	-
III. INTÉRÊTS MINORITAIRES		
IV. PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES		
V. DETTES	3 916 084 515,12	4 046 393 275,24
Emprunts et dettes financières	733 482 703,47	855 456 032,70
Fournisseurs et comptes rattachés	1 536 214 919,36	1 576 093 960,92
Autres dettes et comptes de régularisation	1 646 386 892,29	1 614 843 281,62
VI. TRÉSORERIE PASSIF	496 684 356,65	546 885 733,26
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	11 929 223 977,79	11 875 992 428,73

Compte de Produits et Charges (hors taxes) en Dh

NATURE	Exercice	Exercice précédent
	Montant net	Montant net
CHIFFRE D'AFFAIRES	5 344 463 483,56	5 032 660 499,43
Autres produits d'exploitation	355 920 184,99	210 737 265,11
Achats revendus	3 261 665 493,70	3 144 020 188,04
Achats consommés	576 111 188,12	511 030 631,84
Impôts et taxes	7 651 618,73	16 870 715,37
Charges de personnel	628 023 254,04	589 775 876,53
Autres charges d'exploitation	244 783 446,77	227 753 398,71
Dotations d'exploitation	507 965 311,06	306 914 487,01
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	474 183 356,13	447 032 467,04
Charges et produits financiers	- 28 852 796,60	- 21 249 473,00
RÉSULTAT COURANT	445 330 559,53	425 782 994,04
Charges et produits non courants	- 151 667 908,25	- 70 066 532,17
Impôt sur le résultat	72 374 172,59	132 851 636,40
Intérêts minoritaires	-	-
RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)	221 288 478,69	222 864 825,47

Comptes consolidés au 31 décembre 2009

Tableau des flux de trésorerie en Dh

NATURE	Exercice	Exercice précédent
RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	221 288 478,69	222 864 825,47
Dotations d'exploitation	295 219 243,41	269 287 880,20
Plus values de cessions	14 439,25	15 354,54
Capacité d'autofinancement	516 493 282,85	492 137 351,13
Variation du besoin en fonds de roulement	188 686 839,19	- 39 741 548,12
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	705 180 122,04	452 395 803,01
Acquisitions d'immobilisations	- 448 649 602,99	- 419 521 245,23
Cessions d'immobilisations	42 489,65	195 106,99
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	- 448 607 113,34	- 419 326 138,24
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 144 000 000,00	- 100 000 000,00
Dividendes versés aux minoritaires	-	-
Diminution des immobilisations financières	6 548 090,02	35 821,11
Emissions d'emprunts	42 725 184,10	46 804 693,76
Remboursements d'emprunts	- 164 698 513,34	- 167 302 108,22
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	- 259 425 239,22	- 220 461 593,35
VARIATION DE TRÉSORERIE	- 2 852 230,52	- 187 391 928,58
Trésorerie d'ouverture	78 167 099,07	265 559 027,65
TRÉSORERIE DE CLÔTURE	75 314 868,55	78 167 099,07

Tableau de variation des capitaux propres en Dh

	Capital	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Totaux capitaux propres
SITUATION À LA CLÔTURE 2007	800 000 000,00	220 356 966,63	82 655 328,72	1 103 012 295,34
Affectation Résultat 2007	-	82 655 328,72	- 82 655 328,72	0,00
Résultat de l'exercice 2008	-	-	222 864 825,47	222 864 825,47
Distribution dividendes	-	- 100 000 000,00	-	-
SITUATION À LA CLÔTURE 2008	800 000 000,00	203 012 295,34	222 864 825,47	1 225 877 120,81
Affectation Résultat 2008	-	222 864 825,47	- 222 864 825,47	0,00
Résultat de l'exercice 2009	-	-	221 288 478,69	221 288 478,69
Distribution dividendes	-	- 144 000 000,00	-	- 144 000 000,00
Apurement pertes filiale	-	6 324 000,00	-	6 324 000,00
SITUATION À LA CLÔTURE 2009	800 000 000,00	288 201 120,81	221 288 478,69	1 309 489 599,50



Directions préfectorales & agences

Direction préfectorale Casa Anfa

Agence Diouri
48, rue Mohamed Diouri

Agence Moulay Hassan I^{er}
Angle avenue My Hassan I^{er} et rue Gouraud

Direction préfectorale Aïn Chock - Hay Hassani

Agence Yacoub El Mansour
Boulevard Ghandi,
angle avenue Yacoub El Mansour

Agence Koutoubia
Résidence Koutoubia - N° 5 - Aïn Chock

Agence Oum Errabii
Angle boulevards Oum Errabii et Oued Sebou

Direction préfectorale Derb Soltan - El Fida

Agence Oulad Ziane
Route Ouled Ziane (près de la gare routière)

Direction préfectorale Ben M'Sick - Sidi Othmane

Agence Ben M'Sick
Dar Touzani - Kilomètres 7 - Bd Mohammed VI

Agence Moulay Rachid
Angle avenue "N" et boulevard Akid El Allam

Direction préfectorale Aïn Sebaâ - Hay Mohammadi

Agence Aïn Sebaâ
25, Angle allées des Mûriers et des Eucalyptus

Agence Dar Lamane
Dar Lamane - Bloc "A"
(en face du complexe sportif)

Direction préfectorale Sidi Bernoussi - Sidi Moumen

Agence Sidi Bernoussi
Angle boulevards Ben Saïd Salah
et Mokhtar Ben Ahmed El Garnaoui

Agence Sidi Moumen
37, Hay El Ouala - Lotissement Taliby
Attacharouk

Direction préfectorale Mohammedia

Agence Hassan II
52, avenue Hassan II

Agence El Alia
278, boulevard de La Résistance
El Hassania N° 1





Siège : 48, rue Mohamed Diouri - B.P. : 16048 - Casablanca
Direction Générale : Angle avenue Moulay Hassan 1^{er} et rue Gouraud - Casablanca
Téléphone : 05 22 54 90 54
www.lydec.ma